

DÉBAT PUBLIC

EUROPACITY



VERBATIM

Atelier « L'offre culturelle, de loisirs et l'attractivité touristique »

Mercredi 11 mai 2016 – 19 h 00 – 22 h 30

IMA – Villiers-le-Bel

(Début de la réunion à ...)

Philippe NICAISE, Directeur de l'Institut des Métiers et de l'Artisanat (IMA)

Bonsoir Mesdames, Messieurs, Mesdames et Messieurs les élus. Je me présente : Monsieur NICAISE. Vous avez ce soir l'honneur d'être dans un établissement de formation. Je ne sais pas si vous le connaissez. Je sais que nous sommes quelques-uns à bien nous connaître, donc vous savez ce qu'il en est. Un établissement de formation multi métiers, logé entre les différentes villes secteur Villiers-le-Bel, Gonesse et Arnouville. Multi métiers : vous avez la pâtisserie, la boulangerie, tous les métiers de l'automobile, un restaurant d'application qui est ouvert au public sur appel – vous pouvez venir quand vous voulez, quand il est ouvert surtout. Vous avez aussi toute la formation cuisine et la formation en coiffure. Voilà tous les métiers que nous représentons. Je pense que c'est une très belle unité dans le secteur que vous avez et qui est à votre disposition pour cet ensemble de formations. Je vous redonne la parole, Madame la Présidente, et en tout cas nous vous remercions d'être venus.

Applaudissements

Claude BRÉVAN, Présidente de la Commission particulière du débat public

Merci beaucoup Monsieur le Directeur. Dans cette salle, y a-t-il beaucoup de personnes qui ne connaissent pas le projet, qui n'ont assisté à aucune des réunions ? Il y en a tout de même une, deux, trois. Nous demanderons tout de même au maître d'ouvrage de faire un exposé très rapide. Est-ce prévu ? Il faut présenter un peu le projet dans son ensemble, pas simplement sur l'aspect culture, puisque c'est un projet assez complet, sans y passer trop de temps parce qu'il commence à être bien connu, et vous pourrez revenir.

C'est une soirée un peu particulière parce qu'il y a beaucoup de milieux professionnels, en tout cas de personnes qui sont directement concernées par ces sujets, qui sont présentes. Je rappelle très rapidement les règles. C'est une équivalence de droit à la parole. C'est le principe du débat public. Un élu, un représentant associatif, monsieur et madame Tout-le-Monde : tout le monde a exactement le même droit à la parole. Ces réunions sont destinées à de l'information, à de l'explication, mais également à ce que vous puissiez donner votre avis en argumentant vos avis. C'est aussi destiné à ce que vous puissiez faire des propositions dont le maître d'ouvrage fera bon usage, nous l'espérons. Ce sont donc aussi des séances de travail et de travail productif, surtout sur un sujet comme celui-là qui n'est probablement pas le sujet plus polémique de ce projet. Pour autant, probablement un des plus intéressants.

Il y aura un certain nombre d'exposés de personnes qui sont directement compétentes pour tel ou tel sujet. Il y a deux aspects qui sont traités à la fois : la culture et les loisirs, sachant qu'il y a tout de même un certain tuilage maintenant entre les deux aspects et que les frontières restent quelques fois un peu floues entre ces deux aspects. Il faudra garder suffisamment de temps pour que tout de même les deux aspects soient traités, parce qu'ils comptent beaucoup dans l'équilibre du projet, en tout cas tel que nous l'a proposé le maître d'ouvrage.

C'est Isabelle BARTHE, qui est membre de la Commission, qui animera ce débat. Je rappelle que les membres de la Commission sont totalement neutres. Nous n'avons pas d'avis sur le projet. Notre travail est de nous assurer que tout le monde a la parole, que tout le monde est entendu, que les personnes s'écoutent entre elles, se respectent. Je suis persuadée que ce sera le cas. Ça l'a été d'ailleurs depuis le début de ce débat, quelles que soient les passions qui puissent se manifester. Puis, nous ferons un compte-rendu de ce qui est dit. Nous sommes une espèce de greffier, en quelque sorte, de greffier éclairé. Et il me revient aussi quelques fois, quand des choses sont apparues insuffisamment précises lors des réunions, de demander des précisions, de pousser soit les participants, soit le maître d'ouvrage à apporter des précisions, soit à leurs questions, soit aux réponses qui ont été apportées. Il faut que personne ne s'en offusque. L'intérêt est qu'à la sortie de ce débat public le projet soit le plus précis possible, en fonction bien sûr du moment où ce débat a lieu puisque tout ne peut pas être parfaitement défini. Mais le moins de flou possible dans les esprits est quelque chose d'important si nous voulons que chacun se positionne à partir d'un avis éclairé.

Je passe la parole à Isabelle BARTHE qui va vous présenter le déroulement de la soirée et nous pourrions commencer à travailler.

Isabelle BARTHE, membre de la CPDP

Bonsoir. Cet atelier est un peu particulier par rapport à ceux auxquels vous avez assisté auparavant, puisque nous n'allons pas faire de travail par table comme précédemment, mais nous allons passer un temps d'échange autour des deux thématiques, culture et loisirs, du projet. Et comme l'a dit Madame la Présidente, le maître d'ouvrage aura un temps de présentation assez long, parce que ce sont deux domaines qui sont à la fois assez

emblématiques de son projet, de son originalité, et deux domaines sur lesquels le dossier du maître d'ouvrage est relativement peu bavard. Nous avons donc besoin d'avoir des précisions, à la fois sur le programme, les ambitions, les publics ciblés et les conditions d'accès à ces programmes de culture et de loisirs dans le projet.

Nous avons aussi souhaité faire appel à deux experts pour mettre en perspective ce projet dans la construction du Grand Paris. Le Grand Paris de la culture. Nous donnerons la parole à Monsieur Jean-Pierre SAEZ, qui est directeur de l'Observatoire des politiques culturelles, et qui nous exposera un peu l'état des lieux du contexte de la construction du Grand Paris de la culture, les défis posés par la mondialisation et l'articulation des projets avec les territoires de proximité. Ensuite, le temps de présentation du maître d'ouvrage et de ses partenaires, la Réunion des musées nationaux et Universcience, qui durera une quinzaine de minutes. Puis, nous aurons un premier temps d'échange de 45 minutes avec la salle.

Le deuxième temps consacré à l'aspect loisirs et tourisme sera introduit par Monsieur Robert SPIZZICHINO, membre du Conseil scientifique de l'Atelier international du Grand Paris. Il nous fera aussi un petit état des lieux sur le thème tourisme et Grand Paris. Nous demanderons à nos intervenants d'être relativement brefs pour privilégier le temps d'échange. À nouveau, Alliances & Territoires et ses conseils auront une quinzaine ou une vingtaine de minutes pour présenter les aspects loisirs et tourisme, avant un deuxième temps d'échange de 45 minutes avec vous. Et nous ferons une synthèse à la fin de cet atelier.

Avez-vous des remarques ou des questions sur ce déroulé ? Alors, nous pouvons y aller. Simplement, nous vous rappelons les règles. Lorsque l'on souhaite prendre la parole, on essaie de respecter des temps de parole brefs : une minute si vous souhaitez poser une question ; trois minutes si vous avez un avis à formuler, pour que tout le monde puisse s'exprimer dans les mêmes conditions. Monsieur SAEZ, vous avez la parole.

Jean-Pierre SAEZ, Directeur de l'Observatoire des politiques culturelles

Bonjour. Merci pour votre accueil. Ma première réflexion est d'abord de dire qu'il est heureux qu'un débat puisse se tenir autour d'un projet aussi ambitieux qu'EuropaCity, d'en discuter le sens, les finalités. Et nous pouvons aussi imaginer qu'il s'agit d'améliorer ce projet, de l'amender bien entendu.

Ce projet comporte, comme vous le savez, plusieurs dimensions, dont – Isabelle BARTHE le disait à l'instant – celle de la culture. C'est sur celle-ci que je m'attarderai plus particulièrement. Mais tout en posant la question de l'articulation entre la problématique culturelle ambitionnée avec le projet global d'EuropaCity qui, lui, s'inscrit dans une logique globale d'attractivité, de tourisme, de développement de loisirs, de développement économique. Vous connaissez toutes ces dimensions.

Si vous le permettez, mon intervention sera plutôt celle d'un candide. Je connaissais bien entendu ce projet. C'est difficile de ne pas en avoir entendu parler, tellement il est différent de ce que nous avons pu connaître jusqu'ici. Mais je ne suis pas là pour vous donner des réponses, mais plutôt pour poser des questions, si vous voulez bien, qui me sont venues à l'esprit en regardant un peu le projet. Et j'insiste d'autant plus sur ce rôle de candide que nous avons été en relation il n'y a pas si longtemps que cela avec Isabelle BARTHE et que j'ai évidemment répondu à cette invitation avec plaisir, mais il n'y a pas si longtemps.

L'impact d'un projet comme celui-là au cœur du Grand Paris et de la dynamique de recomposition territoriale, urbaine, culturelle, etc., est évidemment considérable, comporte de multiples accès et il faut évidemment interroger tous ces aspects.

Je disais « au cœur du Grand Paris ». Peut-être pouvons-nous donner une définition un peu générique de cette notion de Grand Paris. Nous en parlons beaucoup, il y a de nombreux débats autour de ce sujet-là. Et souvent, il n'est pas si simple de dire ce qu'est le Grand Paris. Moi, je dirais que ce n'est peut-être pas encore un espace défini par une identité, mais c'est un espace qui se projette comme un espace d'organisation des réseaux, de structuration des pratiques et des comportements, d'aménagement du territoire, de mobilisation des ressources, d'interrogations concernant aussi la complémentarité entre ces différentes ressources, d'interrogations sur leur synergie. Et nous pouvons évidemment appliquer ce raisonnement à la dimension culturelle du Grand Paris qui, à la fois, je dois dire, inquiète, mobilise et intéresse beaucoup les acteurs culturels. Quand je dis acteurs culturels, j'évoque plus particulièrement les professionnels.

EuropaCity annonce donc la création de 50 000 m² d'équipements dédiés à la culture. 50 000 m², c'est évidemment tout à fait considérable. Nous connaissons la liste de ces équipements. Nous pourrions d'ailleurs la lire comme une forme de catalogue impressionniste – ce n'est pas péjoratif quand j'évoque cette idée de catalogue. Je fais référence aussi à une époque où des politologues, qui s'appelaient FRIEDBERG et URFALINO, observaient comment les politiques culturelles des villes s'étaient fabriquées. Et ils constataient qu'elles s'étaient fabriquées en empilant les équipements les uns sur les autres, parce qu'il fallait avoir ces équipements dans sa panoplie. Évidemment, une liste d'équipements même aussi pertinents soient-ils ne fait pas une politique ou un

projet. Mais c'est la façon dont ils vont être associés entre eux et avec le territoire qui donnera tout son sens à la dimension culturelle du projet.

Je vous rappelle juste ce que j'ai relevé parmi les équipements notamment. Il n'y a peut-être pas que la dimension équipement, mais il y a beaucoup cette dimension justement dans ce projet. Une salle de spectacle. Les commerces culturels et technologiques sont-ils des équipements ? En tout cas, un centre culturel pour enfants, une halle d'exposition. Nous imaginons que ce ne sera pas qu'une halle dédiée à des projets artistiques et culturels bien entendu. Des ateliers de créateurs notamment. Pas mal de choses.

Donc, question toute simple : quelle est la politique du projet d'équipement culturel d'EuropaCity ? Quel est le projet global poursuivi ? Isabelle, vous disiez tout à l'heure que nous ne savons pas encore beaucoup de choses sur ces différents projets. L'une des questions qu'il faut évidemment se poser, c'est : quel sera le cahier des charges de ces équipements ? Déjà le cahier des charges génériques, et le cahier des charges de chacun d'entre eux. Mais nous pourrions encore pousser ce raisonnement en nous demandant si le projet global isole, comme nous en avons fait l'hypothèse au début, la dimension culturelle, les équipements culturels. Est-ce que cela s'intègre dans une logique plus globale et laquelle domine justement dans le projet ?

Je me suis demandé aussi si nous pouvions dire qu'EuropaCity était une sorte d'OVNI en termes de projet urbain, de projet économique. Est-ce un nouvel objet ? À quoi pouvons-nous le comparer ? Je me suis interrogé et j'ai essayé de trouver des références plus ou moins lointaines. Il y a d'autres exemples d'ensembles commerciaux associés à des équipements culturels intégrés, en France bien entendu, mais pas de cette ampleur ni de cette complexité. Là, je crois que nous avons affaire à quelque chose de nouveau. Par exemple, dans la ville où j'habite, à Grenoble, à la fin des années 70, il y avait un ensemble qui s'appelle Grand'place, qui jouxtait un magasin Carrefour, qui rassemblait à la fois des magasins, un complexe cinématographique, une bibliothèque municipale qui est toujours en place. Le complexe cinématographique, lui, a disparu depuis. Mais nous pourrions donner d'autres exemples. À Bonlieu, dans une ville moyenne comme Annecy, c'est une scène nationale avec différents autres équipements culturels, une bibliothèque et d'autres services à caractère commercial. Nous pourrions également parler de Tarbes avec Leclerc qui est associé au Parvis, à la scène nationale de la ville.

En tout cas, un objet différent. Je dirais aussi, en première lecture, qu'EuropaCity ne correspond pas vraiment à ce que l'on pourrait considérer comme un quartier créatif. Je serais intéressé de connaître la réponse aussi des programmeurs. En tout cas, c'est l'hypothèse que je fais. Vous savez, cette notion de quartier créatif, qui signifie qu'un territoire innovant a vocation à rassembler diverses entreprises et fabriques à caractère artistique, culturel, technologique, etc., et que le rassemblement de toutes ces énergies ensemble fabrique des synergies supplémentaires, une relation productive et créative entre les partenaires de ce système. Il y a des exemples dans le monde, avec des villes ou des quartiers de ville qui se sont construits sur ces principes. En France également. Souvent, nous citons Nantes, dans cet esprit-là, ou des villes américaines ou de Grande-Bretagne. D'ailleurs, nous pouvons souligner au passage que parfois cette notion de quartier créatif, en tout cas sa productivité, est plus illusoire qu'on peut quelquefois le penser.

Ce n'est pas ceci, ce n'est pas cela, et j'imagine aussi sans peine que si l'on mobilisait comme référent par exemple une autre figure type, comme Disneyland, Alliances & Territoires nous dirait que ce n'est pas cela. C'est encore autre chose.

Nous avons donc défini ce que n'est pas EuropaCity. Il reste à savoir ce que c'est exactement et à faire le récit de ce dont il s'agit. J'ai employé une autre notion, celle de récit. Faire le récit. Vous remarquerez aussi que beaucoup de villes aujourd'hui, d'abord les grandes villes et les grandes villes monde, se creusent de plus en plus les méninges pour se raconter, pour se valoriser, pour se sublimer, pour se *benchmarker*, c'est-à-dire pour regarder aussi comment elles se situent par rapport aux autres, pour définir une singularité qui attire les regards et qui rendrait ces villes plus désirables, plus attractives. Au point d'ailleurs que cet exercice, qui peut et qui comporte parfois une dimension citoyenne très forte – nous pouvons organiser des concertations pour fabriquer justement ces récits de ville qui s'appuient souvent sur la mémoire des habitants –, quand nous voyons comment il est pratiqué ici et là, devient souvent, finalement, un exercice de marketing et de communication. EuropaCity se fabrique aussi comme un récit, c'est-à-dire comme une représentation. Et il faut évidemment interroger cette représentation.

Je me suis aussi posé la question de savoir quel rapport ce projet avait avec la notion de mécénat. Depuis longtemps, en France, se pose la question de la place du mécénat dans le financement culturel. C'est une place mineure : le mécénat représente à peu près 2 % du financement public pour la culture. Le mécénat culturel, le mécénat d'une façon générale, a un autre défaut structurel, c'est qu'il est versatile. C'est-à-dire que d'une année à l'autre, les montants que les entreprises affectent au mécénat peuvent évoluer de façon extrêmement importante. Le mécénat finance généralement des programmes, des projets ponctuels, mais pas des structures dans leur fonctionnement, sauf exception. Enfin, quand on parle de mécénat, on interroge aussi le mécénat territorial, c'est-à-dire celui qui mobiliserait un peu plus les entreprises du territoire. Ce mécénat territorial soulève beaucoup

d'espoirs, bien qu'il a plutôt vocation à ne pas flécher des projets phares, les grands événements, les grands établissements nationaux, mais d'autres projets plus modestes. Or, ce mécénat territorial, en France, est encore limité, mais il progresse. Et il comporte bien sûr différentes dimensions. Je n'ai pas le temps de développer.

La discussion entre mécénat et culture n'est jamais simple, jamais gratuite non plus, même si elle comporte une part relative de désintéressement, bien entendu. Et elle repose aussi sur un principe de gagnant – gagnant : l'opérateur et le mécène, pour des raisons différentes.

Avec EuropaCity, avons-nous affaire à du mécénat ? Et à quel mécénat culturel ? Généralement, le mécène n'est pas un programmeur, mais il soutient des projets mis en œuvre par d'autres opérateurs. Il ne cherche pas non plus à en faire un profit direct en quelque sorte, autre que symbolique. Ici, l'opérateur général, donc le mécène – nous verrons si ce qualificatif convient – est aussi l'opérateur culturel. Voilà où j'en étais de ce raisonnement.

Une autre question majeure me venait à l'esprit. Les différents équipements culturels envisagés, en termes d'économie justement, devront-ils répondre à des critères d'équilibre financier ? Il faut toujours équilibrer les comptes. C'est vrai pour une association. Elle n'a pas à être en déficit. C'est vrai pour n'importe quel type d'établissement. En même temps, équilibre financier peut vouloir dire aller jusqu'à une notion de rentabilité. Quand nous cherchons à ce que des équipements à caractère plutôt culturel soient véritablement rentables, nous savons très bien que cela influe aussi sur la programmation. Là, la question qui peut être posée est bien : quels sont les principes, à cet égard, posés par Alliages & Territoires ? Et quelles sont les garanties, de ce point de vue, qu'ils proposent ? Je voulais simplement prendre un exemple particulièrement significatif. Vous savez qu'aujourd'hui nous parlons beaucoup d'éducation artistique et culturelle. Nous nous posons d'ailleurs la question de comment faire partager cette éducation artistique par le plus grand nombre d'enfants à travers la problématique des parcours qui peine encore à être mise en place un peu partout, c'est-à-dire des parcours dans la durée qui impliquent des enfants le plus longtemps possible dans leur cheminement, qu'ils soient dans le cadre scolaire ou hors cadre scolaire. EuropaCity a l'ambition aussi de créer un centre culturel pour enfant. C'est un projet original. Il y a d'autres projets. Je pense par exemple à Clermont-Ferrand, où c'est la ville qui porte le projet. Ce centre culturel pour enfant, par exemple, sera-t-il dédié à une forme d'éducation artistique et culturelle ouverte, gratuite en tout cas pour les usagers – quel fonctionnement cela peut-il avoir ? –, et en tout cas accessible pour le plus grand nombre ? Et en prise avec les territoires de proximité, la population qui vit là, les communes, leurs écoles.

J'ai cité plusieurs acteurs ici. Et nous touchons à une autre problématique importante, qui est celle de la gouvernance. Quand on parle de gouvernance des politiques publiques, on pense à l'association entre les institutions publiques, mais aussi la société civile, le monde de l'entreprise, etc. Comment ici, sur ce territoire, les institutions locales, les différents territoires, les acteurs environnants seront-ils impliqués dans le dialogue, voire dans l'écriture du projet culturel d'EuropaCity ? Il y a beaucoup d'élus de villes et d'intercommunalités dans cette salle. Là, nous nous situons sur le territoire d'une commune, mais aussi sur le territoire d'une intercommunalité, il me semble, d'environ 350 000 habitants. Ce n'est pas rien. Comment ces acteurs, qui doivent aussi garantir un aménagement du territoire global pour les populations qui vivent là, sont-ils dans la boucle de discussion pour travailler justement les complémentarités, plutôt que de laisser aller un jeu de concurrence qui serait néfaste pour tout le monde ? Du coup, les professionnels de la culture poseront aussi la question de leur place, en tout cas dans le dialogue, pour justement vérifier que nous sommes dans une belle et une bonne complémentarité.

Je terminerai sur deux idées. Vous savez que la caractéristique de la conception républicaine d'une politique culturelle en France – d'ailleurs, cela surprend souvent nos voisins et nos partenaires –, c'est que l'institution publique (le ministère de la Culture, les collectivités territoriales, etc.) crée les conditions du développement culturel. Mais créer les conditions ne veut pas dire que c'est la ministre ou le maire qui programment, bien entendu. Cette conception est très particulière, puisqu'il s'agit de faciliter, de créer les conditions du fer, mais aussi d'apporter un certain nombre de garanties. Et notamment des garanties de liberté d'expression. Dans un certain nombre de territoires aujourd'hui, je ne peux pas dire, en constatant ce que j'observe, que la liberté d'expression soit toujours préservée. Par exemple, il y a aujourd'hui des bibliothèques sur lesquelles on fait pression pour qu'un catalogage soit orienté d'une autre manière. Ce sont des choses que nous connaissons. Donc, à la tête des équipements qui seront créés, nous imaginons que seront nommés des professionnels évidemment qualifiés. Alors se posera la question de leur liberté de programmation. Si demain ils proposent une exposition d'art contemporain qui peut déranger parce que c'est nouveau – et c'est le propre de l'art ou de la création artistique d'apporter quelque chose de nouveau et donc de bousculer nos regards et parfois nos sensibilités – quelles garanties apporterons-nous pour que cette liberté, ici aussi, soit préservée ?

Dernière idée. Quand nous parlons des enjeux culturels de la ville monde, parce que le Grand Paris est la cité monde, la ville monde, nous ne sommes évidemment jamais loin d'enjeux de société, d'enjeux de cohésion sociale, d'enjeux de vivre ensemble, d'enjeux de prise en compte aussi de la diversité sociale et culturelle des populations. Parce que les élus aujourd'hui, même quand nous sommes bien d'accord pour ne pas aller vers une politique dite multiculturaliste, sont bien obligés de prendre en compte la réalité de leur territoire. Toutes ces questions-là, et particulièrement aujourd'hui, sont compliquées. Comme faire unité, comment faire cité en

assumant cette diversité ? Comment la prendre en compte ? Là encore, je pose une question de candide total : est-ce que cette question bouscule ou interroge d'une certaine façon le projet d'EuropaCity ? Est-ce qu'EuropaCity intègre cette problématique ou serait prêt à l'intégrer d'une manière ou d'une autre, et donc de bien prendre en compte les diverses réalités du territoire ?

Isabelle BARTHE, membre de la CPDP

Merci. Beaucoup de questions posées. Nous allons laisser un temps équivalent au maître d'ouvrage pour apporter des réponses et pour présenter son programme. Puis, nous prendrons un temps d'échange avec la salle, d'environ trois quarts d'heure. Monsieur DALSTEIN, à vous la parole.

Christophe DALSTEIN, Directeur du projet EuropaCity, Alliages & Territoires

Bonsoir Mesdames, Messieurs. Merci. Monsieur SAEZ a posé beaucoup de questions. Et évidemment, dans le temps de parole limité qui est le mien et que je partagerai avec la Réunion des musées nationaux Grand Palais et Universcience, je ne pourrai pas répondre à tout. J'espère que le temps d'échange permettra de revenir à un certain nombre de points des questions soulevées.

Très rapidement, je vais d'abord vous présenter pourquoi nous portons ce projet EuropaCity et le décrire très synthétiquement avant de venir à la nature de l'offre en termes d'équipements culturels, d'offres événementielles que ce projet accueillerait. Pourquoi le projet EuropaCity ? D'abord, parce que nous sommes pour un projet d'initiative et de financement privé face à des évolutions sociétales fortes. Il y en a beaucoup, je le résume très simplement ici : la révolution numérique qui transforme évidemment profondément nos modes de vie et la place accordée dans nos sociétés occidentales au temps libre.

Ce projet, s'il se réalise, est aussi un projet qui s'inscrit dans les dynamiques du Grand Paris, qu'il s'agisse de pouvoir promouvoir le développement économique, Paris ville monde, Paris dans la compétition des villes internationales et, donc, de pouvoir être un enjeu de développement économique, mais aussi de participer au renouvellement de l'attractivité touristique de l'Île-de-France. Paris est et reste la première destination touristique dans le monde, mais est aussi confrontée – ce sera un deuxième temps du débat – à une compétition mondiale.

C'est enfin un projet qui s'inscrit dans une opération d'aménagement public sur un territoire qui est celui du Nord-Est francilien et par rapport au programme dont nous allons parler, notamment de l'offre culturelle, ce n'est évidemment pas neutre. Le projet se réaliserait sur une emprise de 80 hectares au sein d'une opération publique d'aménagement portée par l'État. Et donc, l'État qui céderait le foncier émet évidemment un certain nombre d'exigences – et c'est légitime – sur le programme, sur l'ambition architecturale, sur la mixité fonctionnelle et y compris sur la réalisation d'un certain nombre d'équipements à vocation culturelle, qui est une ambition forte. Je vais y venir.

Sur le projet, très rapidement, c'est un projet difficile à décrire, j'en conviens. C'est un projet qui, pour nous, est un projet de rupture. C'est un projet d'innovation, qui vise à proposer une multiplicité d'offres. Aujourd'hui, concernant les concurrents de ce projet, beaucoup ont été évoqués jusqu'à présent dans les réunions qui se sont passées par rapport à l'offre de commerce. Le concurrent de ce projet n'est certainement pas Aéroville ou O'Parinor. C'est le digital. C'est le fait que nous avons tous un Smartphone et qu'aujourd'hui nous pouvons, par le biais d'internet, nous distraire, apprendre, nous cultiver, échanger avec nos amis, consommer. Et le pari que nous faisons, en portant un projet comme celui-ci, c'est qu'un lieu physique a du sens dès lors qu'il proposera une diversité d'expériences et d'expériences à vivre. Et en cela, l'offre culturelle est un élément structurant du projet que nous portons, parce que même si je mesure bien que pour un opérateur privé, revendiquer le fait d'avoir une ambition sur cette dimension culturelle peut déranger, interroger et l'on peut se poser des questions sur la réalité de nos engagements, nous pensons que la culture est un enjeu majeur du vivre ensemble. Et c'est l'ambition de ce projet. C'est effectivement de pouvoir être un lieu qui rassemble différents types de public.

Sur l'ambition architecturale du projet, vous voyez là une image développée du projet tel qu'il est développé par Bjarke INGELS, qui est un architecte danois. Nous sommes sur un morceau de ville : 80 hectares, avec une rue piétonne de 1,5 km, avec un parc de 10 hectares, avec une ambition de pouvoir créer un repère du Grand Paris. Comment structurer un morceau de ville de cette taille-là ? La rue piétonne que nous voyons ici ferait 1,5 km. C'est évidemment long. C'est un projet qui s'organise en séquences, avec chaque fois un certain nombre d'équipements culturels ou de loisirs qui viendraient marquer ces séquences. D'abord, un espace dédié à la fête, où l'équipement structurant serait le parc à thème – ce sera le deuxième temps du débat. Une partie au sud où l'équipement dominant serait la ferme urbaine qui se développerait sur 7 hectares, permettant d'avoir des lieux de cueillette et de production de ce qui serait consommé sur place. Un lieu, et là aussi c'est très lié aux potentialités du Grand Paris : Paris la nuit. C'est un sujet. Il y a aujourd'hui un manque. Il y a une opportunité de se développer. C'est

aussi un pari par rapport à la localisation de ce lieu. Il peut accueillir – et sans gêner les habitants à proximité, parce que nous sommes dans les contraintes liées à la proximité de l'aéroport du Bourget – des équipements qui peuvent vivre la nuit, avec des salles de spectacle, des boîtes de nuit, des restaurants. C'est notre ambition, mais bien sûr c'est aussi très lié à l'accessibilité de ce site par les transports en commun. Nous voyons là une image faite par Bjarke INGELS de la salle dédiée au cirque. J'y reviendrai.

Autour de l'art de vivre, le plus proche de la station de métro qui serait localisée juste ici, une grande halle d'exposition. La Réunion des musées nationaux Grand Palais pourra présenter la façon dont nous travaillons ensemble. Un lieu dédié aux sensations fortes, autour d'un parc des neiges, qui est l'équipement qui, évidemment, interroge beaucoup dans le cadre de ce débat. Et un lieu plutôt dédié à la déconnexion et aux vacances, avec un parc aquatique couvert, qui serait le plus grand parc aquatique couvert de France.

Le public attendu : 31 millions de visites, dont 6 millions de touristes. Donc, une destination d'abord pour les Franciliens, pour les excursionnistes qui viendraient dans ce projet. Le calendrier de ce projet, s'il se réalise, est de pouvoir ouvrir en 2024, à la mise en service du métro du Grand Paris Express, et donc de la Ligne 17 qui fait actuellement l'objet d'une enquête publique.

Sur l'offre culturelle et événementielle, nous sommes partis d'abord d'un diagnostic. Quelle est l'offre sur ce territoire ? Bien sûr, face aux nombreux professionnels ou élus qui sont là, ce que je vous présenterai sera sans doute incomplet, mais je crois que nous sommes très conscients du fait que ce projet, s'il se réalise, s'implante dans un territoire où il y a une offre dense autour du spectacle vivant, où il y a de nombreux festivals. Il y a moins de structures reliées à l'art contemporain dès lors que nous sortons de la première couronne. Le constat qui est dressé – je vous le montrerai sur une carte juste après – est que c'est beaucoup plus rare. Et la présence de plusieurs lieux culturels alternatifs – je ne sais pas si c'est tout à fait le terme –, notamment le 6B à Saint-Denis. Cette carte, qui a été réalisée par la Direction régionale des affaires culturelles d'Île-de-France, l'Atelier parisien d'urbanisme et la Société du Grand Paris, fait apparaître une très grande densité d'équipements dans la première couronne. Et c'est vrai que dès lors que nous sortons de la première couronne, que ce soit sur les parties du Val-d'Oise ou cette seconde couronne de la Seine-Saint-Denis, finalement nous avons un certain nombre d'équipements très structurants, mais une offre qui est évidemment moins dense. Juste pour les lister et voir comment ce projet pourrait s'implanter dans son écosystème :

- Il y a le Musée de l'air et de l'espace du Bourget, qui est certainement un lieu avec une collection exceptionnelle. En même temps, 300 000 visiteurs par an, je dirais « seulement », au regard de la qualité de ses expositions.
- Le musée national de la renaissance avec le château d'Écouen.
- Deux cinémas présents sur le territoire. Nous avons considéré que cela faisait partie de l'offre culturelle. Ils étaient identifiés dans cette carte-là, avec l'UGC qui existe à O'Parinor et le cinéma de Luc Besson, EuropaCorp à Aéroville.
- Et bien sûr, le projet initié et porté par le ministère de la Culture et de la communication, avec le projet de Villa Médicis à Clichy-Montfermeil.

Nous avons aussi mesuré qu'il y avait une attente des Franciliens. Vous voyez là un certain nombre de chiffres sur une densité de lieux dédiés aux spectacles vivants dans Paris intra-muros, une offre nocturne considérée comme insuffisamment abondante et diverse, une attente forte sur des équipements de spectacle, sur des équipements de concert et en particulier quand nous sommes en Seine-Saint-Denis ou dans le Val-d'Oise. Et bien sûr une attention forte sur le fait que ces équipements devraient pouvoir principalement d'abord se réaliser dans les quartiers en politique de la ville, en tout cas dans les quartiers qui ont une densité d'habitants, mais ont peu d'équipements publics.

J'en arrive à la programmation telle que nous l'avons travaillée à ce jour pour vous la présenter. 5 + 1 grands équipements seraient prévus dans ce projet.

- Une grande halle d'exposition qui permettrait d'accueillir des expositions culturelles temporaires et sur lesquelles la programmation à date est travaillée avec la Réunion des musées nationaux Grand Palais.
- Une salle circulaire qui permettrait d'accueillir en résidence une troupe de cirque contemporain d'envergure internationale. Une salle de spectacle modulable d'une jauge de 3 à 5 000 places, avec un système de double scène, c'est-à-dire que le projet s'ouvrirait principalement sur la salle de 5 000 places, mais pourrait s'ouvrir sur les espaces extérieurs pour pouvoir accueillir soit un festival francilien existant, soit un nouveau festival. Mais les espaces extérieurs pourraient permettre avec ce système de double scène de rassembler jusqu'à 15 000 personnes pour des manifestations exceptionnelles.
- Un centre culturel pour jeune public, sur lequel nous avons une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage avec Universcience, la Cité des sciences et de l'industrie, qui présentera brièvement la façon dont nous avons travaillé.

- Une résidence de créateurs permettant notamment, autour de l'artisanat, des métiers d'art, de faire un lien. Parce que ce soir nous parlons culture, nous sommes dans un projet qui a aussi des composantes de loisirs, des composantes hôtelières, des composantes de commerce. Et l'hybridation entre les programmes est évidemment clé. Cette résidence de créateurs pourrait participer à cette hybridation entre le commerce et la culture.
- Un lieu dédié aux cultures numériques, sur lesquelles nous avons beaucoup travaillé avec le Cube à Issy-les-Moulineaux, qui est et a été un des précurseurs sur les cultures numériques. Comment intégrer, que ce soit au sein de ce projet, mais aussi dans la totalité des parcours, cette offre autour de la culture et du numérique ?
- Et à la demande de la municipalité de Gonesse, nous travaillons aujourd'hui à la création d'un espace qui serait dédié à la gastronomie. Le maire de Gonesse nous a rappelé l'importance qu'avait le pain de Gonesse, qui alimentait Paris au XVIII^e siècle, et de pouvoir faire un lien avec cette histoire. Nous engageons donc une réflexion sur un lieu, peut-être plus largement que le pain, sans rentrer bien sûr en concurrence avec les autres projets franciliens – nous les verrons juste après – un espace qui permettrait, dans une dimension très participative, de se développer autour de la gastronomie.

Je voudrais insister sur l'offre culturelle, certes nous parlons de programme, mais aussi sur l'offre événementielle. Il est prévu dans le projet un parc urbain de 10 hectares qui serait le cœur du projet et qui permettrait d'accueillir – nous ne sommes pas dans la culture – un certain nombre d'activités sportives en libre accès, de pouvoir avoir les espaces extérieurs qui permettent des rassemblements populaires, la possibilité d'accueillir jusqu'à 15 000 personnes dans le cadre d'un festival. Puis, parce qu'il y a une rue de 1,5 km, parce qu'il y aura des places, parce que nous serons dans un espace en libre accès, des activités événementielles qui seraient développées dans les espaces à usage public.

L'ambition et la façon dont nous voyons le projet, c'est que bien sûr c'est un projet d'initiative et de financement privé. Nous sommes convaincus que, de la même façon que pour l'offre de loisirs, ce sont des éléments d'attractivité clés. Pour autant, nous restons à notre place. Nous ne sommes pas là pour nous substituer à l'action publique en portant un projet comme celui-ci. Et pour autant, nous avons quelques convictions. Nous croyons que développer un équipement de cette nature dans le nord-est de l'Île-de-France, à cet endroit-là, peut être un enjeu de démocratisation de l'accès à la culture. Tout d'abord en développant une offre dans un territoire où finalement elle est assez peu dense au regard de la densité de population. Et parce que ce projet, s'il se réalise, c'est l'ambition d'être un lieu populaire. Populaire au sens accessible et ouvert à tous les publics. Nous le savons. Je crois que le Centre George Pompidou nous disait qu'ils faisaient annuellement des études sur les personnes qui viennent au Centre George Pompidou et qui ne sont jamais rentrées dans un musée. C'est 2 %. 2 % de personnes qui déclarent n'être jamais entrées dans un musée et qui rentrent au sein du Centre George Pompidou. Bien sûr, nous n'avons pas l'ambition d'être le Centre George Pompidou. Mais je crois que c'est important de se dire que, finalement, beaucoup de personnes pourraient venir dans ce lieu pour d'autres raisons, et dès lors que nous développons une offre culturelle de qualité – c'est une condition –, pourraient participer à cette démocratisation de l'accès à la culture.

De la même façon que sur l'ensemble des programmes nous n'avons ni vocation à nous substituer à personne ni à venir en concurrence avec l'offre et avec ce qui existe aujourd'hui, qui a été développé avec les acteurs, il y a des synergies à construire. Pour vous en donner un exemple, nous avons un partenariat d'étude à date avec le Musée de l'air et de l'espace sur les synergies de public. Le Musée de l'air et de l'espace n'avait pas la capacité d'engager une étude de public permettant d'avoir une vision sur son évolution. Dans une connaissance d'ouvrage, nous travaillons sur cette étude de programmation pour nous dire comment, si ce projet EuropaCity se réalise, à une station de métro du Musée de l'air et de l'espace, il pourrait y avoir une complémentarité permettant à la fois pour nous de bénéficier peut-être des collections exceptionnelles du Musée de l'air et de l'espace, mais surtout comment l'attractivité d'un projet comme EuropaCity pourrait bénéficier au Musée de l'air et de l'espace. C'est un exemple. Il est évidemment très ponctuel. Mais de la même façon, notre désir de travailler avec la ville de Garges-lès-Gonesse sur l'accueil du Centre national des arts de la rue est quelque chose qui s'engage. Et ce serait absolument formidable si, au sein de cette communauté d'agglomération de Roissy Pays de France, se développe ce Centre national des arts de la rue, et que nous puissions avoir dans un projet comme celui-ci un lieu de diffusion. C'est à travailler.

Bien sûr, nous reviendrons sur l'ambition. Je pense qu'il y aura des questions. Je répondrai sur la question des tarifs. Il y a quelque chose à travailler avec les partenaires publics sur le fait que cette politique tarifaire devra permettre aussi d'être accessible aux habitants du territoire. Voilà pour l'offre culturelle telle que nous l'avons travaillée et telle que je voulais vous la présenter. Je vais maintenant passer la parole à Vincent POUSSOU, de la Réunion des musées nationaux au Grand Palais, qui vous donnera de son point de vue la façon dont nous travaillons ensemble et la nature du projet.

Vincent POUSSOU, Réunion des musées nationaux – Grand Palais

Bonjour à toutes et à tous. Je ferai une présentation rapide, je crois que le temps est compté. J'essaierai d'apprivoiser les petits outils que j'ai dans la main. D'abord, vous dire que je suis vraiment très content de pouvoir venir devant vous pour réfléchir et débattre de ce projet, dont j'aurai certainement l'occasion, au cours de ma présentation, de vous dire qu'il nous a nous aussi intrigués, interrogés sous de multiples aspects, dans ses dimensions d'innovation, de taille et aussi de présence d'une offre culturelle à un endroit où nous ne l'y attendions pas forcément.

Peut-être commencer par le début : qui sommes-nous ? Personnellement, je suis donc directeur des publics et du numérique à la Réunion des musées nationaux Grand Palais. Publics et numérique, cela veut dire que mon travail est de tisser des relations avec l'ensemble des publics, avec un certain nombre de services et aujourd'hui le digital est un des outils très importants que nous utilisons. Le RMN Grand Palais (Réunion des musées nationaux Grand Palais) est une institution culturelle publique, qui dépend du ministère de la Culture. Nous gérons évidemment un lieu phare très connu, qui est le Grand Palais, mais nous avons aussi des équipes dans un grand nombre de musées sur l'ensemble du territoire français, notamment sur l'ensemble du territoire francilien, à Compiègne, à Rueil-Malmaison et dans la proximité de ce qui pourrait être la future aire du projet EuropaCity, si à la suite de ce débat le projet émerge et se réalise, c'est le musée d'Écouen, où nous avons dans les équipes des personnels qui s'occupent de l'accueil des publics et, par exemple, de la médiation culturelle, qui font des visites-conférences auprès du public. Nous sommes donc sur un certain nombre de territoires assez variés. Et nous sommes évidemment connus comme producteurs d'expositions, coproducteurs, fabricants d'expositions. Nous avons tous les métiers dans nos équipes. Et certaines de ces expositions sont très connues. La plus célèbre peut-être était l'exposition sur l'œuvre de Monet qui a eu presque 1 million de visiteurs. Et j'espère qu'un certain nombre d'entre vous ont eu l'occasion de la voir. Sur ce que vous voyez à l'écran, il y a l'exposition Vélasquez qui est la dernière de nos grands projets.

Nous avons commencé assez tôt le partenariat avec EuropaCity, d'abord dans des groupes de réflexion et de travail qui associaient de manière très ouverte un certain nombre de personnes de la culture, dont certains qui sont aussi dans cette salle. Puis, il s'est concrétisé de manière plus précise au moment où EuropaCity a souhaité approfondir la réflexion autour de la halle d'exposition. Évidemment, c'est un peu notre cœur de métier. Nous avons réfléchi. Nous avons aussi pris attache de notre tutelle de référence, le ministère de la Culture. Nous nous sommes dit qu'il fallait que nous réfléchissions avec EuropaCity sur ce sujet, notamment, comme Christophe DALSTEIN l'a dit tout à l'heure, parce qu'il y a une dimension de démocratisation qui fait partie des ambitions que nous portons et qu'il nous semblait que nous devions être présents dans la réflexion sur ce sujet.

Donc, notre réflexion porte avant tout sur la halle d'exposition, mais nous avons également pris les choses un peu en amont pour essayer de réfléchir comment cette halle pourrait s'intégrer à ce quartier culturel dont vous avez vu dans la présentation précédente qu'il intégrerait salle de spectacle, centre culturel pour enfants – une collègue présentera tout à l'heure le travail qui a été fait sur le sujet –, également une dimension numérique, et des offres sur la gastronomie par exemple.

Je vous ai mis quelques images à l'écran. L'idée des Champs Élysées nous a inspirés dans son mix d'offres qui sont à la fois diverses parce qu'elles sont culturelles, de loisirs, commerciales, de restauration, mais aussi parce qu'elles sont sur des niveaux de gamme très différents. Comment à un moment donné, dans EuropaCity, les choses peuvent-elles prendre pour que cet ensemble d'offres prenne un sens pour le visiteur ? Nous vous avons mis également une photo de quelque chose qui est très innovant. Mais une des difficultés du projet et de notre réflexion est comment nous pensons pour 2020 ou 2025, et notamment avec la modification qu'introduit le digital, les outils numériques. Là, nous avons mis les *Google Glass*, ces lunettes où nous avons un petit écran. Nous avons fait un essai pour voir si cela pouvait aider les visiteurs à avoir de l'information en même temps qu'ils regardaient une œuvre d'art, une œuvre originale. Ce sont des dimensions qui aujourd'hui sont très expérimentales. Mais dans 10 ans, elles seront peut-être partagées par tous.

Nous vous avons mis également l'importance des ateliers pédagogiques, parce que nous portons cette dimension de la médiation auprès des publics dans les établissements et les musées où nous intervenons. Évidemment, nous pensons qu'elle sera essentielle à EuropaCity.

Je reviendrai sur la dernière illustration, l'exposition « 10 chefs d'œuvre de l'art français » qui a eu lieu à Pékin parce qu'elle nous a également inspirés.

La méthode de travail que nous avons utilisée est de travailler par étapes. Nous n'avons pas fini notre travail. Cette réunion tombe bien, parce qu'elle tombe en cours de réflexion. Nous avons tout de même avancé, puisque nous avons essayé de voir comment la halle d'exposition pouvait s'intégrer dans un quartier. Nous sommes allés plus loin ensuite pour essayer de définir quelles pourraient être la surface, les composantes et la programmation de la halle. C'est une question très difficile ; nous avons essayé de définir quels seront ou quels seraient les publics de la halle d'exposition au moment de l'ouverture d'EuropaCity, et ensuite, 5, 6 ou 10 ans plus tard. C'est un travail

auquel nous nous sommes attelés avec beaucoup d'énergie, mais qui reste évidemment très prospectif. Il nous reste deux étapes très importantes, qui sont le modèle économique et la gouvernance – Christophe DALSTEIN a dit quelques mots auparavant – et la programmation pour les architectes, c'est-à-dire vraiment la définition du cahier des charges.

J'imagine que ce qui vous intéresse le plus, évidemment, est déjà ce que nous avons pensé et où nous en sommes aujourd'hui. D'abord, la halle d'exposition est une halle qui a une surface importante. Aujourd'hui, dans le projet tel qu'il est dessiné par les architectes, nous avons environ 10 000 m² qui sont indiqués sur les plans. Pour donner des références, avec notre grande exposition que je citais tout à l'heure, Monet, qui est une très grande rétrospective comme il y en a au Centre George Pompidou, comme il peut y en avoir au Musée d'Orsay, le plus grand format d'exposition que nous faisons est de 2 000 m². Donc, 10 000 m², c'est vraiment une très grande surface. Notre idée a été que cette surface ne serait pas entièrement dédiée à des espaces publics, parce qu'il faut beaucoup d'espaces pour la logistique, pour amener les œuvres, il faut des espaces de médiation importants. En fait, nous aurions plutôt 3 000 ou 4 000 m² d'espace d'exposition proprement dit. Ensuite, nous nous sommes demandé s'il pouvait y avoir une seule offre en permanence, en sachant que des expositions, dans une halle d'exposition, veulent dire que cela change. Et quand nous changeons d'exposition, il y a une période où il n'y a rien. Et quand il n'y a rien, c'est très frustrant pour les visiteurs qui se sont dit qu'ils trouveraient cette offre-là. Et c'est également un problème d'image. Trouver un lieu fermé n'est jamais souhaitable. Nous avons pensé qu'il valait mieux avoir plusieurs espaces différents, pas forcément tous de la même taille. Et comme aujourd'hui, il est difficile de prévoir l'avenir, plutôt en ayant une modularité de la taille entre ces 2 ou 3 espaces. C'est le premier point.

Ensuite, nous sommes connus pour faire des expositions de qualité avec des œuvres d'art originales. Comme on dit aujourd'hui, c'est notre ADN. Nous nous sommes dit qu'il fallait que nous fassions des expositions avec des œuvres d'art originales, mais il faut que nous nous projetions dans 10 ans, dans un territoire qui n'est pas du tout le centre de Paris, donc avec des publics qui seront aussi différents. À partir de là, nous avons réfléchi aux tendances des expositions qui se dessinent aujourd'hui. L'autre jour, nous faisons notre propre séminaire de réflexion interne à la RMN GP et nous avons interviewé le directeur du Palais de Tokyo qui est aussi un commissaire d'exposition très connu, Jean de LOISY. Il nous disait : « Dans 5 ou 10 ans, les grandes rétrospectives seront finies. Le public ne voudra pas qu'on lui raconte l'histoire de l'art de manière linéaire. Il voudra qu'on lui raconte une histoire autour d'un certain nombre d'œuvres. » C'est un discours, il y en a d'autres. Mais ce qui est sûr et ce que nous sentons, c'est qu'il y a une nécessité aujourd'hui, si nous voulons nous ouvrir à un plus large public, de redéfinir les modèles d'exposition. D'abord, nous ne pourrions peut-être plus faire la grande exposition avec 150 œuvres, parce que les œuvres voyageront plus difficilement. Il y a une grosse tension sur les œuvres d'art originales parce que tous les lieux d'exposition du monde veulent avoir les mêmes œuvres. Il faut donc que nous réfléchissions à des formats d'expositions qui sont peut-être plus accessibles pour le public, toujours basées sur des œuvres originales, mais qui les accompagnent plus. Une expérience a été faite par le Louvre et qui s'est arrêtée il y a quelques années, parce qu'ils ont implémenté les éléments au sein du musée, qui étaient à Tokyo et qui étaient : quel type de dispositifs multimédias pouvons-nous inventer pour accompagner une œuvre originale et la faire mieux comprendre au public, en sortant du discours peut-être très scientifique de l'historien de l'art très cultivé qui parle un peu pour les siens avec les termes qui sont les siens ? Et donc, le Louvre est aujourd'hui en train de refaire entièrement ses dispositifs de médiation, d'accueil du public – c'est un chantier très important – en intégrant ce type de dispositifs. Une de nos pistes est de dire : faisons une exposition d'œuvres originales, de chefs-d'œuvre. Racontons une histoire avec ces chefs-d'œuvre et renforçons tout l'aspect de médiation, médiation humaine, mais aussi médiation interactive, médiation avec les outils digitaux, autour de ces œuvres. Cela pourrait être une des dimensions qui nous intéresse, de ce que nous envisageons de faire.

Nous envisageons également de voir comment un aspect spectaculaire d'exposition pourrait se développer. Plusieurs formats existent aujourd'hui. Un lieu va s'ouvrir à Paris de cette manière-là. Nous pensons, et nous avons réfléchi avec les institutions publiques, que ce type d'offres qui est aujourd'hui avant tout porté par des opérateurs privés devrait peut-être demain être porté par des opérateurs publics, avec une exigence pédagogique, une exigence de qualité pour le public peut-être plus grande. Ce sont des pistes que nous avons travaillées, qui pourraient se développer dans les différents lieux de la halle d'exposition d'EuropaCity.

Une troisième piste est l'art contemporain. Là, nous nous posons vraiment une question, parce que l'art contemporain est souvent considéré comme difficile. Finalement, c'est l'art classique, d'après nos études, les grands noms, les plus connus évidemment, ceux que nous apprenons aussi à l'école, qui attirent d'abord le public le plus large. Quand nous sommes sur des œuvres contemporaines, c'est souvent comme un art plus difficile, moins accessible. Nous avons un public peut-être plus jeune, mais nous avons aussi un public qui est plus diplômé. Est-ce que nous devons aller vers des présentations d'art contemporain ? C'est une question que nous nous posons. Et nous nous disons qu'il y aura peut-être une scansion. Les 5 premières années, nous programmerons en ouvrant petit à petit et en « cultivant » notre public, en lui donnant peut-être des références, pour une certaine partie du public, qu'il n'a pas. Progressivement, nous pourrions nous ouvrir à des formes peut-

être plus contemporaines ou à des formes plus tournées vers les arts décoratifs qui, souvent, attirent aussi un public plus large.

Voilà pour la réflexion sur l'offre. Nous pourrions en parler longtemps, mais mon temps est limité.

Les deux étapes suivantes – c'est pour cela que je vous parle beaucoup au conditionnel aujourd'hui, même si nous avons beaucoup réfléchi – sont d'aller jusqu'à ce que nous appelons le modèle économique, c'est-à-dire quel serait le prix d'entrée. Arriverions-nous à un équilibre économique ? Faudrait-il qu'il y ait du mécénat, comme le disait Jean-Pierre SAEZ tout à l'heure ? Est-ce que ce mécénat devrait venir du maître d'ouvrage ou est-ce que cela pourrait être organisé d'une autre manière ? C'est pour cela que nous avons beaucoup insisté sur l'étude de public, parce qu'elle était évidemment indispensable pour essayer de cerner le nombre de personnes qui pourraient être touchées et évidemment le nombre de billets vendus. Et finalement, il faudra bien en arriver à des préconisations très techniques, très concrètes pour les architectes. C'est ce qui nous attend après le débat public, parce qu'il est important aujourd'hui que nous ayons ce temps d'arrêt, de réflexion, de débat, pour voir si nos orientations sont intéressantes ou s'il faut les faire évoluer pour ensuite arriver aux conclusions plus précises.

Je crois que mon temps était compté, j'ai essayé de faire court. Et nous nous retrouverons certainement pour les questions.

Applaudissements

Isabelle BARTHE, membre de la CPDP

Merci beaucoup. Effectivement, beaucoup d'éléments d'information. Je crois que nous avons maintenant la représentante d'Universcience qui va présenter le programme qui pourrait être développé dans le cadre d'EuropaCity. Ensuite, nous passerons au temps d'échange qui sera nourri par tous ces éléments de questionnement et de réponses apportés par le maître d'ouvrage et ses conseils.

Fatima OUALI, Universcience

Merci. Bonsoir à tous. Je vais aussi essayer d'utiliser ce petit outil. Les enfants sont beaucoup plus habiles avec ce genre de choses. Fatima OUALI, je fais partie de la direction des expositions et je suis chargée de projet en ingénierie culturelle, à la fois sur des projets dédiés aux enfants sur le territoire français, mais jusqu'à présent beaucoup à l'international.

J'espère que tout le monde a entendu parler d'Universcience. C'est une institution née en 2010 qui regroupe deux grands centres de sciences qui sont le Palais de la Découverte et la Cité des sciences et de l'industrie. Avec le Palais de la Découverte, nous sommes en plein cœur de Paris ; avec la Cité des sciences au nord-est parisien, au sein d'un grand parc de la Villette, un parc qui bénéficie aussi d'une offre assez riche en termes d'activités artistiques, musicales et scientifiques avec la Cité. Cette année, la Cité des sciences fête ses 30 ans et l'année prochaine le Palais de la Découverte fêtera ses 80 ans. Nous sommes, les uns et les autres, complètement dédiés à essayer de transmettre des clés de compréhension des sciences et de la technologie au plus large public possible.

Sur les deux sites, juste pour vous donner quelques repères, jusqu'à présent nous sommes autour de 3,2 millions de visiteurs par an, avec une forte part liée aux groupes scolaires. Internet a évidemment une importance dans l'utilisation de nos sites web, avec près de 11 millions d'internautes jusqu'à présent. Sur la scène européenne, depuis la réunion des deux sites, nous sommes le premier centre de culture scientifique en Europe, et sur le territoire français le cinquième site culturel le plus visité.

Dans nos missions, une autre mission tout aussi importante est de porter notre expertise en termes d'ingénierie culturelle, et plus précisément tout ce qui est lié à la conception et à la réalisation d'espaces ludo-éducatifs. Je pense que vous avez tous entendu parler de notre équipement, la Cité des enfants, qui existe depuis le début de la Cité des sciences sous une première formule et ensuite qui a été rénové à deux reprises, avec la dernière génération qui date maintenant de 2009. Et chaque année, nous recevons près de 750 000 visiteurs par an.

Cette expertise en ingénierie culturelle est surtout dédiée à la conception et à la réalisation d'espaces pour enfants. Elle est très présente à l'international. Je tiens à le préciser parce que, chez Universcience, nous en sommes très fiers. Nous avons réalisé déjà plusieurs espaces dédiés aux enfants en Europe. Pour en citer quelques-uns : l'Espagne, l'Italie, le Portugal. En France, nous avons réalisé le programme du Vaisseau à Strasbourg. Je ne sais pas si vous en avez entendu parler. C'est un équipement qui est également dédié aux enfants. Nous avons aussi réalisé un espace au sein du parc à thème Vulcania à Clermont-Ferrand. Puis, tout prochainement nous l'espérons, un espace pour enfant à Hong Kong.

Avec toute cette expertise, Alliages & Territoires nous a demandé de réfléchir sur ce que pourrait être un espace complètement dédié aux enfants et à la famille. Au tout début de nos relations, en 2012 – cela ne date pas d'hier –, nous avons eu beaucoup d'échanges avec les équipes d'Alliages & Territoires sur cette question-là : quel pourrait être un équipement pour enfant projeté en 2024 ? Ce qui est tout de même un exercice assez complexe. Après plusieurs réunions et rencontres au sein d'Universcience avec les équipes d'Alliages & Territoires, nous avons conduit une étude de concept. Le concept, pour nous, est vraiment les premières grandes orientations de ce que pourrait être un équipement.

Ce centre culturel pour enfant serait déployé sur une surface de 9 000 m². Au sein de notre étude, cette surface est proposée au regard des études de fréquentation qui ont été menées dans le cadre du programme d'EuropaCity dans son ensemble. La tranche d'âge de ce centre est les 3 – 12 ans. Je me souviens que nous nous étions posé la question de savoir s'il fallait aller au-delà ou proposer des espaces pour les tout petits, les moins de 3 ans. Au regard de l'offre qui est en train de se réfléchir sur tout ce programme-là, aujourd'hui nous préconisons cette tranche d'âge. Sur la thématique, comme nous l'avons évoqué jusqu'à présent, la proposition qui est faite pour ce centre serait dédiée au numérique et à l'alimentation.

Un mot sur le bâtiment, parce qu'il est très intéressant, en tout cas pour nous, pour l'offre qui sera réalisée à l'intérieur de ce centre, puisqu'il y aura cette grande façade vitrée qui nous permettra à la fois de faire un programme intérieur et aussi des rappels avec ce qui peut être fait à l'extérieur. Très rapidement, pour l'intérieur de ce centre, une première projection. Nous-mêmes sommes vraiment dans l'étude. Nous n'avons pas suffisamment avancé pour vous donner vraiment des illustrations sur les différents dispositifs intérieurs. Mais en tout cas, dans les grandes lignes, le bâtiment sera déployé avec un rez-de-chaussée et trois grands plateaux. Un espace d'exposition temporaire ou d'événements festifs. Et le plateau rose que vous voyez au milieu est ce que nous avons appelé aujourd'hui « le restaurant étoilé pour enfant ».

Le thème du numérique est déployé sur ces trois grands plateaux, et distribué sur trois thématiques qui vont, elles-mêmes, être liées aux trois âges que vous voyez sous vos yeux. Le terrain d'aventure pour les 3 – 6 ans. C'est plutôt un espace d'éveil au monde du digital. L'autre espace que nous avons appelé « la chambre des énigmes » est pour les 6-9 ans qui commencent tout de même à utiliser les tablettes, voire pour certains les téléphones. Il faut les accompagner sur ces différents outils. « L'ouvrir numérique » ou « espace d'expression numérique » pour les 9 – 12 ans. Là, nous mettrons plutôt le focus sur un espace qui permettra aux enfants de cocréer, de réaliser des projets ensemble. Cette distribution des âges est fondée évidemment sur un certain nombre d'études, mais surtout sur le travail de Serge TISSERON, qui est psychanalyste, psychiatre, qui est spécialisé dans l'usage du numérique par les enfants et qui a développé la « théorie des 3 – 6 – 9 – 12 », puisqu'à chaque tranche d'âge il y a, pour aller très vite, une utilisation différente des écrans. Nous nous sommes également appuyés sur le rapport de l'Académie des sciences qui est sorti en 2013 sur « L'enfant et les écrans ». Tout cela pour vous dire que cette partie est importante dans la conduite de cette étude, puisque nous nous appuyons bien évidemment sur toutes les expertises actuelles, sur le monde du numérique, et ce que les enfants utilisent aujourd'hui comme outil dans cette thématique.

L'alimentation est également un espace complètement dédié. Ce que j'ai oublié de vous dire, c'est que jusqu'à présent tous ces espaces sont des espaces permanents. Ce sont des espaces qui nécessiteront, je l'espère, d'autres études complémentaires pour aller plus en profondeur dans la distribution des dispositifs multimédias et des activités que nous pourrions proposer pour chaque tranche d'âge. L'alimentation sera aussi un espace permanent. Quand nous disons l'alimentation, c'est aussi la gastronomie évidemment. Nous aborderons l'éducation du goût, toutes les questions liées à la santé, tout ce qui permet d'accompagner les enfants dans la découverte certes de l'alimentation, mais aussi de la gastronomie. En sachant que nous nous sommes aussi fondés sur l'inscription du repas français au patrimoine de l'UNESCO. C'est intéressant pour nous pour pouvoir ensuite développer des activités. Très rapidement, l'espace d'exposition temporaire ou d'événement sera fortement lié aussi à ce qui sera proposé par la RMN GP au sein de la halle des expositions, puisqu'il y aura des ateliers d'art et il y aura aussi une connexion.

Merci. Je suis désolée, mais je pourrai répondre à vos questions.

Applaudissements

Isabelle BARTHE, membre de la CPDP

Merci beaucoup. Vous êtes passionnée et cela se voit. Nous avons découvert beaucoup de choses sur le projet ce soir. Le temps qui est imparti au départ est tout de même le cœur de cet atelier. Je vous rappelle les règles : prenez la parole en vous présentant et essayez de poser des questions synthétiques pour que nous puissions vraiment avoir un temps d'échange. Vous pouvez évidemment poser vos questions au maître d'ouvrage, mais également aux orateurs qui se sont présentés. Nous avons dans la salle des représentants de la Direction

régionale des affaires culturelles d'Île-de-France, que je remercie, qui peuvent également apporter leur expertise au besoin. La parole est à vous.

Claude BRÉVAN, Présidente de la Commission particulière du débat public

Nous pouvons structurer ces questions autour des quelques grands aspects qui ont été abordés de manière à pouvoir avancer. J'ai noté quelques aspects. Ce qui m'a paru intéressant, c'est la première question qui a été posée. Finalement, nous pourrions la reformuler de cette façon-là : est-ce que ce projet correspond à une politique culturelle ou est-ce simplement la mise à disposition d'espaces capables, comme le dit Monsieur DALSTEIN, qui permettraient d'accueillir des espaces culturels ? Y a-t-il derrière une véritable stratégie culturelle, en quelque sorte ? C'est une des premières questions qui a été posée.

D'autres questions ont été évoquées. C'est finalement la particularité de ce projet en termes culturels. Est-ce que sa spécificité vient d'abord de sa taille, de sa dimension ? Nous avons bien vu, y compris sur les halles d'exposition, que nous sommes dans des dimensions peu courantes. Est-ce un outil qui sera véritablement innovant par sa programmation, et pas simplement par sa dimension ? C'est un deuxième type de questions.

Le troisième type de questions qui a été aussi très évoqué par deux des orateurs, c'est comment ce projet peut s'équilibrer sur le plan économique, et la place du mécénat. Quel sera le mode de gouvernance de ce projet ? Comment s'articulera-t-il ou pas avec le reste ?

Et cela renvoie à un quatrième type des questions. À quel public s'adresse-t-il ? C'est tout à fait clair. C'était très sous-jacent dans toutes les interventions. Est-ce un public de proximité ? Est-ce que cette attractivité supposée à ce grand centre porte sur un autre type de public ? Finalement, y a-t-il une spécificité des publics pour un espace culturel qui se situera en dehors des sites habituellement dédiés à la culture ?

J'ai un peu reformulé les questions qui ont été posées, évidemment pas beaucoup sur le dernier aspect qui était plus synthétique et plus précis. Si vous voulez intervenir.

Gaoussou DIAKITE, association Passerelle

Bonsoir. Je m'appelle Diakité, je représente une association Passerelle, qui est une association culturelle, mais qui s'oriente maintenant vers l'accompagnement des enfants. Je crois savoir que la création d'EuropaCity s'inscrit dans une politique d'équilibrage, le Nord étant un secteur un peu plus pauvre en équipements en tout genre, sur le plan économique, etc. J'aimerais savoir si la population, nos enfants, si j'ose dire, seront acteurs de l'offre ? Est-ce qu'on leur laissera une place ? Ou est-ce juste une offre culturelle qui sera là et dont ils doivent aller profiter, qu'ils doivent consommer ? Ce qui augmentera plutôt l'envie, parce que je crois ici que tant que cela ne profite pas à la population économiquement, nous ne pourrions que voir les touristes venir et passer, et à la longue avoir comme seules conséquences pour nous l'augmentation du prix des logements, etc., et nous pousser encore un peu plus vers le Nord. C'est ce que je voulais savoir. Serons-nous vraiment partie prenante de cette offre ou est-ce une offre que l'on vient nous faire ?

Isabelle BARTHE, membre de la CPDP

Merci pour cette question. Monsieur DALSTEIN, souhaitez-vous répondre, à la question de Monsieur et aux questions qui ont été posées ?

Claude BRÉVAN, Présidente de la Commission particulière du débat public

Les questions que j'ai posées sont simplement pour la salle.

Christophe DALSTEIN, Directeur du projet EuropaCity, Alliages & Territoires

D'accord. Merci, Monsieur, de votre question. Effectivement, elle renvoie à certaines autres questions qu'a posées Madame BRÉVAN sur le modèle d'un projet comme celui-ci. C'est un projet d'initiative, de financement privé, qui s'inscrit dans une opération publique d'aménagement et qui s'inscrit à différentes échelles de l'Île-de-France. Clairement, cela s'inscrit en termes d'attractivité, en termes d'offre et en termes de public attendu par ce projet s'il se réalise. C'est l'ensemble de l'Île-de-France. Évidemment, pas avec les mêmes fréquences selon que l'on habite à proximité ou plus loin, et pas forcément pour les mêmes types d'offres qui seraient développées. S'agissant de cette offre culturelle, elle participe bien sûr à l'attractivité globale du projet, y compris dans sa dimension

touristique, y compris pour faire venir les Franciliens qui habitent plus loin. Si je vous disais que le programme culturel que nous portons est pour répondre à un besoin de proximité du Nord-Est francilien, je ne serais pas sincère, parce que ce n'est pas notre rôle. Notre rôle est de participer avec les pouvoirs publics sur le fait de pouvoir effectivement faire en sorte que cet équipement puisse bénéficier à tout le monde, et notamment aux habitants du territoire parce qu'ils sont à proximité, par une politique tarifaire préférentielle. Donc, bien sûr il faut trouver les moyens d'avoir cette accessibilité pour les habitants qui sont à proximité. Cette offre est-elle développée pour répondre à une attente, à un besoin ou à un sous-équipement de la proximité ? La réponse est non. Ce ne serait pas notre rôle. Nous sommes un opérateur privé.

Est-ce que, pour autant, cela exclut le fait de travailler ensemble ? Certainement pas. C'est-à-dire que nous devons pouvoir travailler dans une logique de réseau et pouvoir nous demander, si votre association est très active avec les enfants et avec les autres habitants de Villiers, si les équipements culturels développés dans ce projet devraient être accessibles aux enfants de votre association. La réponse est oui. Il faut travailler sur les modalités d'accès. Ensuite, si vous-mêmes avez des actions de diffusion, de création culturelle, est-ce que vous pourriez trouver un lieu dans EuropaCity pour permettre de développer vos activités ? La réponse doit être oui aussi dès lors que nous avons un cahier des charges clair entre nous et que finalement ce que vous développeriez participerait à l'attractivité globale de ce lieu.

Gaoussou DIAKITE, association Passerelle

Juste un petit exemple pour préciser. Là, nous parlions de tableaux qui seraient exposés, etc. Est-ce qu'il y aura des lieux d'exposition dédiés par exemple aux créateurs de Roissy Pays de France, pour donner un moyen à nos créateurs de profiter des touristes qui viendront ?

Claude BRÉVAN, Présidente de la Commission particulière du débat public

D'une manière générale, vous avez fait appel à la Réunion des musées nationaux et à Universcience, qui ont fait des exposés tout à fait remarquables. Est-ce que ces deux partenaires avec lesquels vous travaillez rencontreront également les milieux locaux pour savoir effectivement quelles sont leurs attentes ? Je me suis par exemple interrogée sur le choix de la gastronomie ou de l'alimentation pour les enfants. Comment a été imaginé ce thème de l'alimentation comme thème très important de ce centre culturel pour enfant ? Est-ce que cela correspond à une demande locale ? Est-ce que vous pensez que des personnes de l'ensemble de l'Île-de-France viendront pour ce sujet-là ? Ce sont des choses comme cela.

Et la même question a été posée aussi par le Monsieur qui a parlé au nom de la Réunion des musées nationaux. Il a mis l'accent sur le fait que l'art contemporain était un art peu accessible. Au demeurant, j'ai remarqué qu'il était assez accessible aux enfants, paradoxalement. Mais un art peu accessible, donc. Et pour la population de proximité, puisque vous y avez fait explicitement référence, il allait falloir faire une pédagogie progressive, une sorte de cheminement, de parcours initiatique pour arriver jusqu'à des œuvres difficiles. C'est important que ceux qui travaillent sur cette programmation expliquent comment ils ont élaboré cela et quelle place ils laissent effectivement à la spécificité territoriale dans leur programmation.

Isabelle BARTHE, membre de la CPDP

Monsieur DALSTEIN, peut-être ? Et la Réunion des musées nationaux. Monsieur POUSSOU, voulez-vous répondre ?

Vincent POUSSOU, Réunion des musées nationaux – Grand Palais

Une première chose. Nous sommes chargés de faire une étude dans le cadre d'un partenariat avec EuropaCity. Cela ne veut pas dire que nous serons forcément les opérateurs de cette halle. En tout cas, si nous devenons les opérateurs de cette halle d'exposition, je pense qu'un des aspects essentiels serait : est-ce que le fait de devenir opérateur à cet endroit nous permettrait-il de mieux remplir nos missions d'opérateur public, c'est-à-dire de toucher des publics différents et de mieux mener notre mission de démocratisation culturelle ? C'est un premier point.

Sur la question de la pédagogie progressive, c'est un peu mon métier de regarder l'art à travers la pédagogie et l'éducation. Les musées américains disent souvent que leur première mission est l'éducation. En France, nous ne l'affirmons pas aussi fortement, mais c'est devenu, depuis la loi musée, une dimension évidemment très forte de toute l'action des institutions patrimoniales françaises. Je défendrais bien évidemment, si nous étions opérateur, une démarche progressive si nécessaire, une pédagogie si nécessaire, en tant que de besoins d'une certaine

manière. En sachant que je trouve que vous avez raison en disant que l'art contemporain est plus accessible aux jeunes enfants. Il y a souvent la nécessité de dépasser un préjugé. Ensuite, cela peut être plus accessible. C'est pour cela que je disais aussi que nous avons un public plus jeune à l'art contemporain. Mais nous n'avons pas forcément un public moins diplômé, par exemple. Je prends la notion du diplôme, parce que vraiment dans les pratiques culturelles – je préfère dire pratiques culturelles que consommations culturelles, parce que je ne trouve pas que la culture se consomme au même titre qu'un autre produit –, ce qui est discriminant, ce qui fait que cela segmente plus ou moins différentes catégories de la population, c'est le niveau de diplôme. Nous avons une difficulté particulière avec les expositions d'art, c'est que cela fait partie d'une des formes culturelles qui attirent les publics les plus fortement diplômés. C'est la réalité d'aujourd'hui. Donc, l'une des questions que nous nous posons, c'est comment nous renouvelons les formes d'exposition et comment nous nous rapprochons aussi des publics pour arriver à toucher des publics différents.

La logique d'EuropaCity est plus complexe encore. Il faut jouer un double rôle. Christophe DALSTEIN le disait tout à l'heure. Il y a une logique d'arriver à attirer grâce à la programmation que nous ferions des publics qui viendraient d'ailleurs, et je trouve que c'est une logique très forte sur les territoires justement, cette manière de favoriser la mixité, de faire que les personnes ne se retrouvent pas qu'entre elles. Ce qui vaut aussi bien pour des publics parisiens privilégiés que pour des publics moins privilégiés. C'est la difficulté de rencontrer l'autre. Ces lieux de mixité, c'est vrai qu'aujourd'hui ce qui en tient lieu dans un certain nombre d'endroits, dans un certain nombre de pays, c'est souvent des lieux à dimension commerciale, pour différentes raisons dont d'ailleurs des questions de sécurité. Je connais personnellement assez bien des pays où c'est une réalité tout à fait tangible.

Il faut que la manière dont nous travaillons dans cette étude, en partenariat avec EuropaCity permette d'arriver à jouer le double exercice d'être attractif pour le public local, mais aussi pour un public qui viendrait du cœur de Paris ou également de plus loin, du nord de la France, voire de pays européens, voire d'encore plus loin. Je pense que cela se construirait progressivement. En tout cas, ce qui me paraît un angle important – et cela rejoindrait peut-être votre préoccupation, Monsieur –, c'est la question de la fréquentation familiale. Au Grand Palais, par exemple, je ne dirais pas que nos expositions ne sont pas formidables évidemment, elles sont très bien, mais elles n'attirent pas forcément aisément des publics familiaux. C'est-à-dire que l'on peut hésiter à y aller avec ses enfants si l'on ne sait pas comment on va expliquer l'art aux enfants, parce que soi-même en tant qu'adulte on peut se trouver en situation d'infériorité ou démunie en se disant : « Moi-même, je ne suis pas très à l'aise avec ces matières-là. Comment, en plus, si mon fils ou ma fille me pose une question, vais-je répondre ? » Nous avons évidemment des ateliers, des conférences, tous ces dispositifs de médiation. Mais ma question est : comment l'exposition pourrait-elle, elle-même, intégrer une dimension plus forte favorable à la visite familiale, qui ferait que des publics familiaux pourraient venir de loin parce que cette offre est originale et spécifique et n'a lieu que là ? En même temps, ce type d'offre pourrait être facilement accessible à l'ensemble des publics qui viendraient à EuropaCity. L'un des grands débats que nous avons avec EuropaCity est dans le cadre de notre étude des publics : quelle serait la part de l'un et de l'autre des publics ? Ce qui nous intéresse d'une certaine manière, en tant que Réunion des musées nationaux Grand Palais, serait d'attirer des publics qui viendraient pour les offres de loisirs et les offres commerciales, et qu'ils viennent à la halle d'exposition. Évidemment, il faut aussi que nous puissions être attractifs pour des publics qui viendraient spécifiquement pour cette halle d'exposition.

Isabelle BARTHE, membre de la CPDP

Merci Monsieur. Nous allons donner la parole à la représentante d'Universcience sur la question du choix de la gastronomie.

Fatima OUALI, Universcience

Juste une petite précision sur la thématique. Il n'y a pas eu vraiment de concertation avec EuropaCity sur la thématique. EuropaCity avait déjà identifié le numérique et la gastronomie. Quand ils sont venus nous voir, nous nous sommes dit qu'évidemment c'était de grandes tendances, parce que nous sommes en plein dans ce que nous appelons la « révolution numérique », et avec des enfants qui sont pratiquement nés avec des portables, des téléphones. Ils utilisent beaucoup cet outil-là. C'est une thématique au sein d'Universcience qui nous intéresse fortement puisque nous avons aussi réalisé des expositions sur le thème des jeux vidéo, nous avons le carrefour numérique, etc. C'est un sujet pour lequel nous avons beaucoup réfléchi et qui nous semble vraiment intéressant à développer.

Sur la deuxième thématique, initialement, c'était la gastronomie. Nous avons un peu rectifié en disant d'accord pour la gastronomie, mais en allant jusqu'à l'alimentation. Avec tous les problèmes de santé, il faut que nous puissions aussi proposer à nos enfants de réfléchir sur cette thématique.

Et juste une précision aussi sur le public. Évidemment, c'est pour des enfants et un jeune public. Pour nous, c'est aussi en premier lieu un équipement que nous réfléchissons en termes de proximité de cet équipement, et des personnes qui habitent à proximité de ce que pourrait être ce centre culturel. Tout cela dans le cadre des différentes réunions. Pour nous, c'est vraiment le point de départ puisqu'il faudra aussi réfléchir justement à toutes les actions que nous mettrons en place, en tant qu'Universcience – c'est comme cela que nous réalisons nos programmes – toutes les connexions qu'il peut y avoir déjà avec les structures existantes et le lien que nous ferons avec le monde scolaire. Puisque cet équipement devrait aussi être un outil complémentaire aux écoles – cela n'engage que moi.

Isabelle BARTHE, membre de la CPDP

Merci. Nous allons demander d'être à la fois plus synthétiques dans les réponses et dans les questions. Il y a beaucoup de questions. Monsieur, au fond, s'il vous plaît ?

Davido DON FIASCHI

Je suis dans l'art contemporain et je reviens un peu sur les chiffres pour parler plus clairement. Ce qui me pose problème, c'est que l'on dédie 50 000 m² pour la culture et 230 000 m² pour le commerce. Je pense que c'est une grande erreur. Il faudrait revoir plus ou moins les chiffres, pour réduire le commerce et augmenter la culture. Pourquoi ? Le côté musée, c'est bien. Le public va aller visiter une œuvre d'art qui est déjà plus ou moins connue. Moi, je suis plutôt pour la vente. Et je pense que l'art est une forme de consommation, j'en suis convaincu. Le public doit aussi être acquéreur d'une œuvre d'art. Et c'est ce qui fait que la défiscalisation est utile pour tout le monde. C'est un avantage pour EuropaCity de développer la culture pour attirer un public large, pas seulement de Paris, mais au-delà de Paris. En effet, le côté international. Et le côté musée, j'aime bien, je l'apprécie beaucoup. Mais comme on le disait, l'art contemporain est une forme aussi d'expression libre qui se développe de plus en plus. Le premier festival de *street art* s'organise au mois de mai dans le XIX^e arrondissement. Ce n'est pas donné à tout le monde. Mais croyez-vous que le *street art* n'est pas quelque chose qui doit être mis à EuropaCity ? Oui. Il n'y a pas que cela. Il y a aussi l'œuvre digitale, vidéo. Il y a le côté cinématographique. Il y a tellement de choses qui se passent dans le monde entier. Quand j'entends parler du côté musée, c'est bien, c'est institutionnel, c'est très beau, très magnifique, mais je pense que les personnes diplômées ne sont pas que favorisées. Il y a aussi des personnes autodidactes qui viennent automatiquement s'intéresser à la culture du monde entier. Je revendique un peu la position. Pour moi, c'est une erreur stratégique d'EuropaCity de ne pas positionner la culture en avant.

En même temps, le côté chiffre au niveau places dans l'hôtelier est limité. Je pense honnêtement qu'il faudrait mettre 12 000 places. C'est le challenge. C'est que les personnes qui se déplacent à EuropaCity veulent peut-être aussi dormir. Elles seront émerveillées, se diront : « Je vais rester sur place. Je vais dépenser encore plus d'argent. Et cela me permettra en même temps de rester 4 jours de plus ». Parce que 80 000 visiteurs par jour, ce n'est tout de même pas rien. Il faut les gérer. À mon avis, s'il y a 31 millions de visiteurs, il faut savoir les accueillir, être dans la convivialité et dire : « Restez ici, vous êtes bien parmi nous. Et vous pourrez acheter de l'œuvre d'art. Vous allez pouvoir acheter des choses merveilleuses et repartir dans votre pays avec quelque chose de merveilleux. »

Isabelle BARTHE, membre de la CPDP

Merci Monsieur. Est-ce que le maître d'ouvrage souhaite répondre sur les galeries d'art dans les surfaces commerciales éventuellement ?

Christophe DALSTEIN, Directeur du projet EuropaCity, Alliages & Territoires

Merci, parce que vous nous incitez à être peut-être plus ambitieux. Aujourd'hui, le programme est celui-ci dans cette répartition-là. Il n'est effectivement pas prévu de galerie d'art, mais pourquoi pas dans un projet comme celui-ci ? Je suis assez sensible à ce que vous dites sur le fait qu'effectivement ce lieu doit aussi être un lieu qui permette d'accueillir le monde. Comme vous dites, il faut être plus ambitieux sur le programme hôtelier.

Après, nous en sommes dans un écosystème, c'est-à-dire qu'il y a une densité d'offre culturelle forte en Île-de-France, qui est exceptionnelle, qui en fait aussi le moteur de son attractivité. Le projet EuropaCity a été qualifié de très gros. Il faut aussi trouver un équilibre entre les programmes. Et aujourd'hui dans le projet que nous portons, je mesure que cela ne va pas vous satisfaire, mais c'est cela. C'est-à-dire une ambition hôtelière avec 2 700 chambres, du commerce avec ce que vous avez indiqué et cette programmation culturelle. Pour autant, je crois que je vous rejoins sur le fait que la culture qui devrait être développée dans ce projet devrait être – je crois

que Madame OUALI l'a bien dit – participative. Il faut que ce ne soit pas une culture au sens muséal ou seulement immersif, ce qu'a dit Vincent POUSSOU dans l'illustration de ce que pourrait être la grande halle d'exposition. Nous sommes bien dans cette démarche-là. Cocréer avec les acteurs locaux, avec des artistes, et pouvoir, je l'espère en tout cas, faire en sorte que cette offre culturelle participe aussi à un lien direct entre le créateur et le visiteur. Je crois que c'est cette ambition que nous avons aujourd'hui. Je comprends bien, et c'est l'exercice du débat public qui conduit à présenter chacun des éléments les uns après les autres. C'est donc difficile de pouvoir résumer cette ambition de participation, mais je crois qu'elle est clé dans le projet que nous portons, dans la nature de l'offre, parce qu'elle s'inscrit post révolution numérique, dans un temps long, où nous voyons bien que les évolutions de nos modes de vie sont structurantes.

Si vous me permettez, par rapport aux équipements, Madame la Présidente, vous avez parlé de volume capable. Le volume capable est un terme que j'utilise sur le commerce. Pour le commerce, nous sommes à une échéance de 9 ans. Nous sommes à un stade de définition de ce projet, s'il se réalise. Nous en sommes à la structuration de ce que nous appelons les ancrs ou les équipements structurants du projet. Je l'ai dit dans le cadre du programme commercial : les trois grands magasins sont effectivement des polarités au sein de ce projet structurant. Les équipements culturels le sont aussi. Bien sûr qu'il y a des questions très fortes, et nous n'en sommes qu'au tout début du chemin, mais nous voyons bien que nous sommes allés, par exemple sur le cas d'Universcience, déjà assez loin dans le dessin, sur ce que pourrait être aussi la programmation de la grande halle. Parce que pour nous, à date, ce sont des équipements tout à fait structurants dans le projet que nous développons. Donc, nous avançons plus loin, plus vite que le volume capable.

Isabelle BARTHE, membre de la CPDP

Merci. Il y a d'autres questions, là.

François DELCOMBRE, conseiller municipal de Soisy-sous-Montmorency

François DELCOMBRE, conseiller municipal de Soisy-sous-Montmorency. Nous avons eu les représentants d'Universcience et la Réunion des musées nationaux qui nous ont présenté des projets. Projets que nous pouvons trouver intéressants, séduisants ou sans intérêt. Je ne sais pas, je ne me prononce pas là-dessus. Mais je viens d'apprendre, puisque ce sont des partenaires – c'est ainsi que cela a été défini, vous avez travaillé en partenariat – que ce ne seront pas forcément les opérateurs. Je ne sais donc pas de quoi nous parlons ce soir. Là, on nous présente des choses. C'est des contes de fées, c'est de la fumée, parce que de toute façon rien ne nous dit qu'Immochan et EuropaCity choisiront ces partenaires pour gérer ces installations après. C'est ma première réflexion.

Deuxième réflexion. Tout à l'heure, Monsieur DALSTEIN a évoqué le fait qu'il y avait seulement 2 % de nouveaux participants qui venaient au Centre George Pompidou et qu'il n'ambitionnait même pas, pour EuropaCity, d'atteindre ce chiffre. Cela montre bien que ce projet culturel n'est pas pour les populations d'ici, de notre territoire. J'aimerais qu'il développe plus ce qui l'intéresse vraiment dans ce projet : la clientèle internationale, ce genre de choses.

Isabelle BARTHE, membre de la CPDP

Monsieur DALSTEIN ?

Christophe DALSTEIN, Directeur du projet EuropaCity, Alliages & Territoires

Vous avez raison sur le premier point : nous sommes dans des partenariats d'étude. C'est-à-dire que nous avons besoin d'expertise sur ce projet-là. C'est le cas sur la culture, mais c'est le cas sur tous les aspects de ce projet. Nous avons besoin de personnes qui nous accompagnent dans la définition d'une offre. Je crois que c'était présenté assez clairement dans la diapositive. Nous avons une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage avec Universcience. Effectivement, Universcience, sous le contrôle de Madame OUALI, nous a dit qu'ils pourraient nous accompagner jusqu'au choix de l'opérateur. Donc, y compris dans la sélection de l'opérateur qui serait en charge de gérer le centre culturel pour jeune public, nous pourrions bénéficier de l'expertise d'Universcience. Il n'a pas été dit qu'Universcience serait l'exploitant de ce lieu.

De la même façon, Monsieur POUSSOU l'a dit au conditionnel : « si la RMN Grand Palais était amenée à exploiter cette grande halle d'exploitation ». Mais à date, nous avons des partenariats d'étude qui sont pour certains engagés depuis 4 ans. Nous cheminons. Notre engagement vis-à-vis de l'État par le biais de l'EPA Plaine de

France, c'est qu'il y ait au moins un de ces équipements culturels qui soit géré par une grande institution culturelle française ou européenne. Ce soir, nous évoquons les travaux que nous menons avec des établissements publics culturels nationaux français. Nous avons aussi des échanges avec des établissements culturels publics européens qui peuvent aussi, dans une logique d'antenne, s'intéresser à un projet comme celui-ci et qui pourraient désirer développer une offre dans un projet comme celui-ci, parce que cela pourrait aussi être un moyen de se développer à Paris.

Sur ce point-là, notre intention est évidemment de poursuivre. Nous en sommes à un stade où le débat public vise à porter sur l'opportunité du débat et à l'issue du débat public le maître d'ouvrage que nous sommes pourrait décider de ne pas faire ce projet. Donc, effectivement, sur les partenariats, nous ne sommes pas en train de vous dire que c'est la RMN Grand Palais qui exploitera la grande halle d'exposition. Ce n'est pas dans ce sens-là que nous l'avons présenté.

Sur le Centre George Pompidou, pardon si j'ai utilisé cette référence et que je n'ai pas été clair. Dans un projet comme celui-ci qui vise à s'adresser à tous les publics, ce que nous visons est strictement le contraire, justement, de cette barrière à l'entrée d'un établissement public culturel, parisien, prestigieux, où il est difficile pour des publics non initiés de franchir le pas de rentrer. Le pari – et je crois que Monsieur POUSSOU l'a dit, dans la démarche, la mission des établissements publics culturels est aussi de participer à la démocratisation de l'accès – d'être à la fois dans ce nord-est de l'Île-de-France et dans un équipement populaire au sens qu'il est là pour accueillir absolument tous les publics peut participer justement à lever ces barrières. Et que ce soit plus facile pour des publics qui n'ont pas l'habitude de fréquenter des établissements culturels. C'est bien l'ambition du projet. Pardon si j'ai dit que notre ambition n'était pas supérieure à celle du Centre George Pompidou sur l'accueil de publics, si je n'ai pas été clair.

Isabelle BARTHE, membre de la CPDP

Merci. Il y avait une question devant, je crois. Monsieur, avec les bretelles.

Président de l'association Forum action Nord Sud

Bonsoir. Je suis président d'une association Forum action nord-sud. Ce que je constate, c'est que nous nous trouvons toujours confrontés au même problème, c'est-à-dire entre l'élite et la masse : pour qui concevoir ce projet ? La question a été posée tout à l'heure. Et aussi, le projet EuropaCity est un projet privé dans un espace public, si j'ai bien compris, avec un partenariat public dans les différentes actions. Quand nous avons soulevé la question du mécénat, le mécénat ne s'adresse qu'au privé, il ne s'adresse pas au public. Le public prend en charge ses projets, ses engagements. Ce qui serait intéressant, et peut-être d'en discuter sur le plan culturel, c'est par exemple à Saint-Denis où nous avons commencé à créer à côté l'université, l'intelligence artificielle et la maîtrise du numérique, qui ont donné naissance au grand studio. Et cela devient une source de richesse. Nous produisons de la richesse. Or, là, nous parlons très peu de quelles sont les ressources. Est-ce simplement les droits d'entrée ? Est-ce qu'il y a des projets innovants qui permettent de créer des emplois ou de la richesse ? Cela n'a rien à voir entre le public et le privé. C'est le choix des politiques de développement qui détermine ce que l'on veut pêcher : un petit poisson ou un grand poisson.

Je souhaite, dans ce grand projet, qu'il y ait des activités qui créent de l'emploi, de la richesse tout en offrant du culturel qui, lui, n'est pas producteur de richesses ou très peu, et en même temps définir la part de la politique privée et de la politique publique. Puisqu'il s'agit du maître d'ouvrage privé, il l'a annoncé, qui pilote un projet sur des territoires, il faut maintenant voir comment cela s'articulera en termes de pouvoir entre le public et le privé. Je vous remercie.

Isabelle BARTHE, membre de la CPDP

Monsieur DALSTEIN, souhaitez-vous répondre sur ces différents points ? Nous allons essayer d'être un peu synthétiques pour avoir encore plusieurs questions avant de passer au deuxième thème de la soirée. Merci.

Christophe DALSTEIN, Directeur du projet EuropaCity, Alliages & Territoires

Sur la question de l'emploi, est-ce que ce projet serait créateur d'emploi ? Oui. Ce n'est pas la thématique de ce soir, mais effectivement c'est un projet qui serait créateur d'emplois directs en nombre. Une fourchette de 11 à 12 000 emplois. Nous avons dit 11 800 emplois directs dans les éléments de présentation du projet. Avec un enjeu très fort sur le fait que ces emplois créés bénéficient d'abord aux habitants du territoire. Un expert missionné par la

Commission particulière du débat public permettra de dire le nombre exact de ces emplois et de voir la nature des engagements pris pour faire en sorte que ces emplois créés bénéficient d'abord aux habitants du territoire. C'est tout à fait clé, à mon avis, dans la façon dont nous portons ce projet.

Je comprends parfaitement votre préoccupation parce que c'est un projet d'initiative et de financement privé qui s'inscrit dans une opération d'aménagement public plus large. Si nous restons à l'intérieur du projet EuropaCity, pour être clairs, sur l'ensemble de l'investissement y compris des équipements culturels, y compris s'ils sont demain gérés par des établissements publics culturels français, comme la RMN Grand Palais – permettez-moi d'utiliser ce nom-là –, l'investissement est bien un investissement privé. Nous ne parlons pas de mécénat puisque c'est un investissement global sur un projet global, qui vise un équilibre économique sur du long terme. Il y a une prise de risque par des entrepreneurs en portant ce projet. Mais nous sommes bien sur un modèle où la totalité de l'investissement serait privée.

Ensuite, sur les questions de fonctionnement de ces équipements, aujourd'hui nous affinons – cela a été présenté, ce sont les prochaines étapes sur la programmation de la grande halle d'exposition. Nous avons déjà beaucoup travaillé sur la modélisation économique de chacun de ces équipements. Et nous voyons bien qu'il y a un certain nombre d'équipements, dont ce projet-là, que ce soit les équipements de loisirs, que ce soit les hôtels, que ce soit les commerces, qui seraient générateurs de revenus. Et d'autres, notamment les équipements culturels, qui pourraient soit dégager un petit revenu leur permettant de supporter un loyer, soit d'être juste à l'équilibre, soit pour certains d'être en déficit d'exploitation. Là-dessus, nous avons toujours été très clairs. Nous n'avons pas vocation à être les opérateurs gérant ces lieux, parce que ce n'est pas notre métier, parce que nous ne savons pas faire. Mais de la même façon que nous n'avons pas vocation à être opérateurs d'hôtels, opérateurs de grands magasins, opérateurs de loisirs. Ce n'est pas notre métier premier. Donc, sur les équipements qui ne seraient pas en mesure de supporter un loyer ou qui seraient en déficit d'exploitation, pour autant nous y croyons, pour autant ils nous intéressent parce qu'ils sont un des leviers de l'attractivité de ce projet au global. C'est ce qui a été dit sur le lien entre culture et commerce, sur comment ils peuvent être des éléments d'attractivité, des éléments déclencheurs de visite, de personnes qui viendront ici parce qu'il y a ces équipements. Au final, peut-être qu'ils dégageront eux-mêmes, seuls, un déficit dans leur activité, mais pour autant ils nous intéressent parce qu'ils participent de l'attractivité au global. Parce que le projet est bien un tout qui agrège les 4 programmes clés que sont la culture, le loisir, le commerce et les hôtels.

Claude BRÉVAN, Présidente de la Commission particulière du débat public

Sur cet aspect, je retiens ce que vous avez dit l'autre soir, quand on vous a demandé si ce projet, dans son ensemble, trouvait un équilibre économique. Vous avez dit effectivement que la partie loisirs générerait probablement peu de marge, que c'était des marges très faibles, que la partie culture, au mieux, s'équilibrait et était vraisemblablement plutôt déficitaire et qu'évidemment l'équilibre se portait surtout sur les espoirs de rentrées liées aux surfaces commerciales, ce que l'on comprend. C'est l'affaire de celui qui va gérer l'ensemble, c'est-à-dire c'est la manière dont vous allez moduler ou répartir les loyers des personnes qui vous loueront des espaces.

La question du mécénat porte aussi sur les activités culturelles elles-mêmes. Et effectivement, cela n'empêche pas qu'il y ait du mécénat pour soutenir, soit d'ailleurs de votre part ou de vos fondations, soit des collectivités locales ou d'autres entreprises privées. Il faut donc bien distinguer le fonctionnement général du centre, avec la question des loyers où là vous trouverez un équilibre qui vous permettra probablement de minorer un peu les coûts des loyers des surfaces culturelles, parce qu'elles ne peuvent pas supporter des loyers importants, de la partie véritablement programmation culturelle qui peut elle-même faire l'objet d'autres apports financiers pour arriver à des seuils de qualité. Sachant que si nous voulons que les tarifs d'entrée dans les expositions soient accessibles et que les œuvres soient de grande qualité, nous connaissons les coûts de transport, de prêt, d'assurance et de gardiennage de ces œuvres qui font qu'elles ont du mal à s'autoéquilibrer ou alors deviennent forcément des expositions élitistes. Nous le savons tous.

Il y avait encore d'autres questions au fond.

Isabelle BARTHE, membre de la CPDP

Les 4 ou 5 dernières questions sur la thématique culture. Après, nous devons passer à la thématique tourisme et loisirs pour pouvoir tenir notre programme.

Alain BOULANGER, coprésident du Collectif pour le Triangle de Gonesse

Bonsoir. Je m'appelle Alain BOULANGER. Je suis le coprésident du CPTG. Thématique par thématique, j'ai à peu près toujours la même réflexion et la même inquiétude, c'est que nous sommes entre un promoteur privé et des acteurs de la société civile. Aujourd'hui, parce que nous définissons de manière pas très claire ce que peut être l'impact du projet, le territoire impacté, je ne vois pas quelle est la puissance publique qui devrait peut-être *in fine* être porteur du projet et être décisionnaire sur un projet d'équipement, puisqu'il est aussi structurant qu'il peut l'être. Et de ce fait, tout à l'heure, nous parlions du ministère, des maires, je pense qu'entre ces opposés, il y a peut-être des collectivités qui devraient être présentes par leurs représentants et par leurs élus interposés. Et cela revient forcément à penser à la région *a minima* parce qu'à la fin du compte c'est un projet régional – nous l'avons dit tout à l'heure – même si nous confondons peut-être pour des raisons de collectivités le fait que ce soit un projet métropolitain. Au demeurant, nous le savons, la métropole n'englobe pas le 95 et donc pas le Triangle de Gonesse par définition.

Il y a donc vraiment une façon d'attirer à nous des responsables politiques de façon à ce qu'ils nous indiquent le chemin ou la réflexion qu'ils peuvent avoir. Et en ce qui nous concerne, nous avons sollicité le CESER (le Conseil économique et social de la région) de façon à ce que, dans sa commission culture, il regarde ce projet qui est de portée au minimum régionale et que la région se détermine, et de préférence avant la fin du débat public. Parce qu'il serait tout de même heureux que cette collectivité nous indique vers quoi nous allons. Cela éviterait peut-être des tensions de fin de débat public.

Et pour une autre chose qui est infime, mais qui a son importance : la façon de faire venir des acteurs ce soir. Même si nous sommes nombreux, nous nous rendons compte que dans la communication qui est faite, et c'est toute la limite de l'exercice, aucune information n'est passée dans les pages du Parisien du 93 pour indiquer la réunion de ce soir. Nous savons très bien que l'impact de ce projet est tellement limitrophe du 93 qu'il est nécessaire que les acteurs locaux soient présents, qu'ils soient dans le 93 ou dans le 95. Et ce n'est pas le cas. Mais si, par défaut, nous avons au moins les conseillers régionaux, voire les conseillers généraux qui sont au Conseil d'administration depuis la Plaine de France, ce serait vraiment ce que nous pourrions déjà rechercher parce que, de mon point de vue, cela manque beaucoup.

Claude BRÉVAN, Présidente de la Commission particulière du débat public

Je vais juste vous répondre sur la communication, si vous voulez bien. Nous avons fait pour cette réunion exactement la même communication que pour l'ensemble des autres réunions, comme vous le savez. Sur le commerce, par exemple, nous n'avons pas fait davantage de communication et énormément de personnes de Seine-Saint-Denis sont venues aux ateliers. Peut-être aurait-il fallu en faire davantage, expliciter davantage ce qu'il y avait lieu de dire ce soir, la manière dont nous allions travailler. Maintenant, nous ne pouvons pas aller chercher les personnes une par une. Et je ne peux pas donner de directives à la presse pour qu'elle oriente ses antennes régionales. La presse quotidienne régionale, notamment le Parisien, est tout de même très présente autour de ce débat. Peut-être faudrait-il effectivement qu'ils diffusent autant sur la Seine-Saint-Denis que sur le Val-d'Oise. Mais dans le Val-d'Oise, l'édition Val-d'Oise est tout de même très présente. Merci.

Isabelle BARTHE, membre de la CPDP

Il y avait des personnes au fond d'abord.

Intervention hors micro

Claude BRÉVAN, Présidente de la Commission particulière du débat public

Rapidement, Madame.

Jacqueline HOCQUELOUX, association Bien vivre au Thillay

Je me présente. Je suis Madame HOCQUELOUX de l'association Bien vivre au Thillay. Simplement, je voulais parler de ce que Monsieur BOULANGER disait. Je suis venue de Drancy. Comment voulez-vous que les gens viennent ? J'ai mis trois quarts d'heure pour venir à Villiers-le-Bel. Et je connais par cœur, parce que j'ai habité à la Fauconnière en 1963. Comment voulez-vous que les gens viennent ? Trois quarts d'heure pour venir de Drancy !

Isabelle BARTHE, membre de la CPDP

Il y aura un atelier dédié aux questions de circulation et transport. Mademoiselle, à vous la parole.

Joséphine CHECCO, Directrice de l'espace Lino Ventura à Garges-lès-Gonesse

Bonsoir. Je suis Joséphine CHECCO, je suis directrice de l'espace Lino Ventura, à Garges-lès-Gonesse, qui est un équipement culturel. J'avais deux questions. La première concerne la nature de l'offre et la deuxième la question des publics du territoire.

Concernant la nature de l'offre, tout à l'heure Monsieur SAEZ parlait de ces questions de cohésion sociale et de programmation. Je voulais connaître votre position sur la liberté de programmation justement et cette question de coordination de l'offre culturelle.

La deuxième question était en direction des publics des territoires que nous connaissons bien, pour être sur le territoire et travailler au quotidien avec eux. Avez-vous pensé à la façon dont vous les ferez adhérer au projet global culturel ? Et avez-vous pris en compte la diversité culturelle, sociale de nos publics ? Je parle des villes qui sont autour du projet d'EuropaCity.

Christophe DALSTEIN, Directeur du projet EuropaCity, Alliages & Territoires

Merci. Tout d'abord, s'agissant de la question de Monsieur BOULANGER, je crois que nous travaillons ce projet de façon continue depuis 2009. Et laissez entendre qu'il n'y aurait pas un travail qui aurait été réalisé et construit avec les partenaires publics dans toute leur diversité, pardonnez-moi Monsieur BOULANGER, mais je ne peux pas laisser dire cela. Depuis 2011, il y a un Comité de pilotage qui se réunit avec une fréquence régulière, sous la coprésidence du maire de Gonesse, ici présent, du préfet du Val-d'Oise, auquel le Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis est convié, auquel la Communauté d'agglomérations désormais Terres d'envol, mais précédemment la commune d'Aulnay, est conviée. Et donc, ce travail d'élaboration de ce projet et d'avancée, que ce soit dans l'insertion de son territoire, dans la complémentarité programmatique, est quelque chose qui est réalisé depuis longtemps avec tout le monde.

S'agissant de la question explicite que vous posez, s'agissant de la position de l'exécutif régional, je voudrais juste rappeler les propos du premier vice-président de la région Île-de-France lors de la réunion d'ouverture du 17 mars, rappelant le fait que l'urbanisation du Triangle de Gonesse était actée et que ce qui avait été décidé par l'ancienne majorité régionale ne serait pas remis en cause, que c'était un lieu pour faire du développement économique et que ce débat public devait permettre de juger de l'opportunité de réaliser EuropaCity sur le site du Triangle de Gonesse ou pas. S'agissant de la compétence de la région, sa compétence est l'aménagement du territoire et objectivement, en termes d'aménagement du territoire, le schéma directeur de la région Île-de-France approuvé par l'ancienne majorité régionale, confirmé par l'actuelle majorité régionale et validé par décret en Conseil d'État. Cela ouvre la possibilité d'urbaniser le Triangle de Gonesse dès lors que le site sera desservi par les transports publics. L'enquête publique sur la Ligne 17 est en cours. Sur ce point sur le travail avec les partenaires publics, je voudrais juste dire que les choses sont engagées depuis longtemps.

Madame HOCQUELOUX, j'entends cette question. Il y aura des ateliers sur l'accessibilité. Je pense que ce sera le moment de pouvoir aborder ces sujets-là. Le moins que nous puissions dire, et vous pouvez au moins nous accorder cela, c'est que nous n'y sommes pour rien, à date. Qu'en 2024, nous ayons éventuellement une responsabilité sur ces sujets-là, très bien, mais le moins que nous puissions dire, c'est que, s'agissant des conditions d'accessibilité, nous n'y sommes pour rien. Et je crois que là aussi le travail partenarial mené avec l'ensemble des acteurs publics devrait permettre, que ce soit dans l'accessibilité évidemment par le métro, mais aussi dans un maillage de transport en commun plus fin, que demain quand vous viendrez de Drancy pour venir ici, alors qu'aujourd'hui vous n'avez pas vraiment d'autres choix que la voiture, il y ait des transports en commun performants sur ce territoire. En tout cas, c'est ce que nous, modestement sur notre projet, appelons de nos vœux.

Sur la question de Madame, là-haut, concernant la nature de l'offre, je voudrais l'illustrer dans sa diversité par rapport à ce qui a été dit par Monsieur POUSSOU et Madame OUALI. C'est clair que le centre culturel pour enfant est plutôt à destination d'un public qui habitera à proximité. Je dirais *a contrario*, et cela ne veut pas dire que cela les oppose, que la grande halle d'exposition doit avoir une attractivité qui soit régionale, touristique, évidemment accessible aux habitants du territoire, mais qui soit un élément qui ait une attractivité plus large. La nature de l'offre ne peut pas être « moyennisée » par rapport à l'ensemble de ces équipements. Un certain nombre de ces équipements que nous portons auraient une attractivité à l'échelle de ce qu'est l'Île-de-France dans sa densité d'habitation et de destination touristique. Et il y aurait des équipements qui sont plus dans une portée régionale.

Vous évoquiez un point tout à fait clé : la gouvernance de ce lieu. Aujourd'hui, c'est clairement quelque chose que nous avons à travailler. Je peux dire que nous n'y sommes pas. Parce que nous n'y avons pas travaillé. Est-ce qu'il y aurait un conseil de programmation qui permette à la fois d'avoir une programmation pluriannuelle, qui vise à

être cohérente, complémentaire avec l'ensemble des lieux, qui permette aussi de générer et de participer à cette attractivité ? Tout cela est à construire. De la même façon, je suis sensible à ce que vous dites parce que nous avons un travail déjà engagé avec la ville de Garges-lès-Gonesse dans le festival que vous accueillez fin mai, dans l'accueil du Centre national des arts de la rue. Je crois que le travail et la connaissance fine que vous, acteurs culturels des villes, avez, à l'exception de la ville de Gonesse, à l'exception de façon ponctuelle avec Garges, avec Sarcelles, restent à construire. Je vous avoue que je nourris beaucoup de vœux sur le fait que la nouvelle communauté d'agglomérations de Roissy Pays de France nous permette, à l'échelle de ce vaste territoire du Val-d'Oise et de la Seine-et-Marne, de pouvoir bénéficier de l'expertise, de la connaissance fine que vous avez de vos publics, de leur diversité, de leurs attentes pour effectivement ne pas se planter et ne pas être un objet non identifié qui viendrait se poser là et qui ne serait pas intégré dans son territoire, dans son offre à laquelle s'adresse ces publics dans toute leur diversité. C'est donc clairement à travailler.

Claude BRÉVAN, Présidente de la Commission particulière du débat public

Après la réponse que vous avez faite sur l'aspect de « chalandise » territoriale, si je puis dire, au niveau du centre culturel pour enfant, finalement je voudrais vous poser une question un peu provocatrice. Est-ce que cela veut dire que, du territoire, pourraient émerger d'autres idées pour ce centre culturel pour enfant ? C'est-à-dire que d'autres pourraient dire : « Non, ce n'est pas ce que nous voulons. Le numérique peut-être, mais cela peut-être pas. Nous avons d'autres idées ». Seriez-vous prêts à entendre d'autres propositions de thèmes ou de thématiques à mettre dans ce centre culturel ? C'est important parce que, sans cela, nous disons aux personnes qui sont là : « Très bien, tout est décidé. Vous êtes pour ou contre, mais c'est tout. »

Christophe DALSTEIN, Directeur du projet EuropaCity, Alliages & Territoires

Merci de cette question. Si vous me permettez, je ne voudrais pas répondre par une provocation. Je ne me permettrais pas. Mais je dirai deux choses. Nous avons un projet qui est perfectible, mais qui est structuré et que nous avons réfléchi et mûri depuis longtemps, et qui fait que chacun de ces équipements a pour nous une finalité. Ils ne sont pas complètement innocents.

Intervention hors micro

Christophe DALSTEIN, Directeur du projet EuropaCity, Alliages & Territoires

Sur les équipements culturels, en tout cas, nous y travaillons sérieusement et sur chacun depuis longtemps avec des opérateurs. Ce que je voudrais dire, c'est que nous ne sommes pas à la foire. Nous sommes sur un projet d'initiative et de financement privé qui reste dans cette logique-là. Pardonnez-moi, c'était sur le premier point.

Sur le deuxième, bien sûr, c'est ce que nous attendons beaucoup du débat public. Dès lors que des équipements ne répondraient pas à une attente francilienne, à une attente des habitants, nous n'aurions aucune raison de les faire. Le fait que les projets et que chacun des programmes puissent évoluer, la réponse est oui. Mais il faut être dans une démarche qui ne soit pas totalement ouverte, mais dans une démarche qui puisse être construite. Aujourd'hui, nous avons des hypothèses. Nous les avons travaillées sérieusement. Elles sont ouvertes, elles peuvent progresser, elles peuvent évoluer dès lors qu'elles apparaîtraient pour nous, pour les habitants, pour les décideurs publics, plus pertinentes.

Isabelle BARTHE, membre de la CPDP

Merci. Les 3 dernières questions. Nous essaierons d'être assez rapides et synthétiques. Après, il faut que nous passions à l'autre thématique. Je suis désolée d'être directive, mais je suis comptable du temps. Nous commençons par Madame, et ensuite ici. Je vous demanderai de poser les trois questions à la suite et nous donnerons ensuite éventuellement la réponse au maître d'ouvrage.

Elsa WANLIN, Vice-présidente du territoire Terres d'envol

J'essaie de faire vite. Je suis vice-présidente du territoire Terres d'envol. Je suis de Seine-Saint-Denis, je viens de Sevran. Nous sommes tout de même un certain nombre dans la salle à être de Seine-Saint-Denis.

Nous sommes quand même inquiets du gigantisme. Je ne redirai pas ce qui a été dit dans d'autres réunions publiques pour le territoire. Vous savez que nous sommes un peu réticents à ce projet. Moi, je suis vice-présidente à la culture, je parlerai donc culture. Je me concentre là-dessus. J'ai trois questions assez simples. D'abord, où est la jeunesse ? En territoire de Seine-Saint-Denis, et je pense que c'est la même chose pour le Val-d'Oise, nous avons une jeunesse qui attend que nous lui proposons des choses. Je vois les jusqu'à 12 ans, mais je ne vois pas ceux d'après. Et il manque un vrai projet sur les cultures urbaines. Nous parlions de *street art* tout à l'heure. Il manque un projet pour la jeunesse qui ne soit pas que des boîtes de nuit, des concerts et des comédies musicales. Je le dis parce qu'il y a autre chose en termes de culture pour la jeunesse. En tout cas, nous avons une vraie demande de notre jeunesse sur ces questions-là que je n'ai pas vues dans le projet.

Deuxième question. J'ai vu un projet sur le cirque, notamment le cirque contemporain. Je m'étonne, dans une logique de synergie avec les territoires qui sont proches, que nous parlions de cela. Si vous lisez les CDT de nos territoires, nous avons du cirque en Seine-Saint-Denis. Nous avons Fratellini. Nous avons le festival du Cirque bleu à Tremblay-en-France, etc. C'est plutôt une culture bien développée sur nos territoires. Et peut-être que l'idée, si nous voulons de la complémentarité, est d'aller vers autre chose que ce qui est déjà proposé, bien proposé et largement proposé en tout cas vers chez nous.

Ma troisième question est tarifaire. J'ai entendu – et je sais que le maire de Gonesse a particulièrement insisté là-dessus – des tarifs préférentiels pour le territoire. Mais qu'est-ce que le territoire ? En faisons-nous partie ? Parce que finalement nous sommes aussi un territoire de proximité de ce projet, même si nous ne sommes pas pour. Quand nous parlons de cette offre tarifaire, jusqu'où va-t-elle ? De quelle ville faut-il être habitant pour être dans l'offre tarifaire préférentielle du territoire ?

Isabelle BARTHE, membre de la CPDP

Très bien. Nous continuons comme cela. Et ensuite, Monsieur BLAZY, le maire de Gonesse, souhaitait également prendre la parole. Nous continuons. À vous, Monsieur.

Blaise MARTIN, Collectif pour le Triangle de Gonesse

Bonjour. Blaise MARTIN du Collectif pour le Triangle de Gonesse. J'avais une double question. La première pour le Monsieur de la Réunion des musées nationaux. Il a parlé d'éducation. La racine latine, c'est *ex* (sortir de) et *duco* (le verbe conduire hors de). Or, ce qui a été présenté pour Universcience, c'est la révolution numérique, du numérique et ainsi de suite. Aujourd'hui, les « gamins » passent leur vie soit sur le téléphone portable, soit sur la console vidéo. Les bébés de 6 mois savent maintenant voir des photos sur téléphone portable, en passant leur doigt. Ils ne savent même plus feuilleter un livre. Maintenant, tout est sur téléphone. C'est catastrophique. La question que je pose au Monsieur de la Réunion des musées nationaux : est-ce que ce que propose Universcience en matière de numérique est vraiment, pour lui, de l'éducation ? Et si oui, quelles seraient les conditions pour que ce soit vraiment de l'éducation ?

Ma deuxième question est par rapport au modèle économique. Cela a été abordé, mais pas assez précisément. À l'atelier de lundi, sur le commerce, les experts et la salle ont douté très profondément du modèle économique d'Auchan, pour EuropaCity, et notamment du fait qu'il y ait assez de commerces de luxe, que ce soit rentable, et ainsi de suite. Le problème que j'ai dans ce qui a été présenté, c'est que pour la grande halle le Monsieur de la Réunion des musées nationaux a parlé de 3 000 m² si j'ai bien compris. Je ne sais pas la surface qui est envisagée pour la galerie pour les enfants. À titre indicatif, elle n'est pas très grande dans ce qu'il y a à la Villette. Si nous faisons la somme des deux, nous arrivons peut-être à 6 000 ou 8 000 m² au total. Or, dans le projet EuropaCity, il est marqué « 50 000 m² de culture ». Si ces deux choses ne sont pas très rentables, cela ne fait pas beaucoup en surface. Pour tout le reste, j'aimerais savoir ce que c'est, en surface précisément. C'est la seule façon de juger du modèle économique du projet. Et notamment, c'est ce qui a été indiqué juste avant, les boîtes de nuit. Il y a deux ans, dans la presse, il y avait des tonnes d'articles où Monsieur DALSTEIN disait – et il l'a redit là : « C'est bien le Triangle de Gonesse, il n'y a pas d'habitants. » Sous-entendu ou même explicitement, nous pouvons faire la fête. Est-ce que dans les 50 000 m² de culture qui sont indiqués dans le dossier du maître d'ouvrage il y a les boîtes de nuit, la fête, les clubs, etc. ? Et quelle surface est-ce que cela représente au total dans le projet ? Ce n'est écrit nulle part. Et pourtant, c'est jugé comme un élément de rentabilité très important pour le modèle économique d'EuropaCity puisqu'EuropaCity mise sur le jour et la nuit.

Isabelle BARTHE, membre de la CPDP

Merci. Une dernière question. Après, nous redonnerons la parole au maître d'ouvrage. Ensuite, Monsieur BLAZY, vous aurez la parole si vous le souhaitez.

Christian EPIARD, Collectif pour le Triangle de Gonesse

Christian EPIARD du CPTG (Collectif pour le Triangle de Gonesse), Val-d'Oisien. J'ai bien entendu ce que l'on nous vend. Cela ne me fait pas rêver du tout. D'abord, les images ne sont pas belles. Nous parlons culture, je pense que nous pouvons parler esthétique. C'est sûrement par rapport à ma culture personnelle que je trouve ces images pas belles. Et ce projet est complètement imaginaire. Je m'étonne tout de même qu'autant de personnes bien diplômées puissent se prendre à cette affaire-là. Il manque quand même de réel dans cette histoire.

Par exemple, mais c'est peut-être une métaphore, je reviens à ces belles images que l'on nous montre. Il n'y a jamais un avion qui passe. Personnellement, je suis allé sur le Triangle de Gonesse. Il y en a un certain nombre. Cela n'arrête pas. Pour ne pas le prendre en photo, il faut le faire.

Revenons à la culture. Finalement, je n'ai pas l'impression que nous parlons de culture. Sauf peut-être la question de la dame tout à l'heure qui revenait vraiment à l'essentiel, je trouve. Je pense qu'ils ne se sont pas posé la question de la définition de la culture. Je dirai trois points...

Isabelle BARTHE, membre de la CPDP

En essayant d'être assez synthétique, s'il vous plaît, Monsieur.

Christian EPIARD, Collectif pour le Triangle de Gonesse

Je n'arrête pas d'être synthétique. Donc, en montrant que ce projet est archaïque, régressif et dangereux. Premièrement, la culture sert à protéger l'individu. Attention, une société sans culture, cela fait très mal. Or, cette culture-là n'est pas de la culture. Cela doit protéger de la société et, en fait, cela crée des frustrations. Un exemple, le Monsieur derrière tout à l'heure, artiste, je pense, pensait à la vente du produit culturel. Je suis désolé, mais il va y avoir des frustrés. Mais encore que cette frustration-là n'est pas essentielle, je crois. Il y en aura d'autres. J'abrège. L'émancipation de la culture...

Isabelle BARTHE, membre de la CPDP

Est-ce que vous avez une question, Monsieur, ou est-ce que vous êtes sur des points de vue ? Nous allons devoir être beaucoup plus synthétiques.

Christian EPIARD, Collectif pour le Triangle de Gonesse

Oui, mais écoutez... nous avons écouté beaucoup de points de vue du côté d'EuropaCity. Nous pourrions en entendre d'autres quand même.

Isabelle BARTHE, membre de la CPDP

Je vous donne encore quelques secondes, Monsieur. Et ensuite, nous passerons la parole à quelqu'un d'autre.

Christian EPIARD, Collectif pour le Triangle de Gonesse

Oui, il n'y en a pas pour longtemps. Donc, la création de liens entre les individus.

Je passe à l'éducation, parce que ce que j'ai entendu sur l'éducation m'a fait un peu frémir. Je suis désolé, je souhaite continuer à me battre pour l'égalité et que tous les enfants de France bénéficient d'une éducation artistique.

Je ne comprends pas que certaines personnes, soi-disant du public, se laissent piéger comme cela. Aller vendre l'éducation au privé, c'est quelque chose que j'ai du mal à supporter.

Dernier mot. Si l'Éducation nationale – je sais qu'elle n'a pas fait son travail là-dessus – avait fait son travail, jamais aucun citoyen n'aurait laissé monter ce projet-là sur des terres agricoles.

Isabelle BARTHE, membre de la CPDP

Merci. Nous allons donner un temps de parole au maître d'ouvrage. Ensuite, le maire de Gonesse souhaitait s'exprimer. Puis, nous allons clore cet atelier culture pour passer à la dimension loisirs et tourisme du projet. Monsieur DALSTEIN ? Nous allons essayer d'être aussi assez synthétiques, mais beaucoup de questions ont été évoquées.

Christophe DALSTEIN, Directeur du projet EuropaCity, Alliages & Territoires

Pour Madame de Terres d'envol, où est la jeunesse ? Vous avez effectivement raison. Nous avons parlé de tranches. Ce n'est sans doute pas assez détaillé, mais dans le dossier du maître d'ouvrage, il y a notamment le lieu dédié aux cultures numériques. Ce soir, nous ne l'avons pas présenté. Nous aurions pu présenter le travail fait avec le Cube d'Issy-les-Moulineaux, qui s'adresse clairement à des adolescents ou de jeunes adultes. Je ne dis pas que toute la segmentation est parfaite. Mais en tout cas, elle est bien travaillée et vise bien à s'adresser aussi aux post-12 ans. Il n'y a pas que le centre culturel pour enfant.

J'ai bien entendu ce que vous dites sur le cirque et c'est tout à fait vrai. Il y a un festival de qualité à Tremblay. Je pense que, de la même façon que je l'ai dit tout à l'heure sur le fait de travailler avec la communauté d'agglomérations de Roissy Pays de France, vous le savez, mais vous le refusez. La main tendue vers Terres d'envol existe, parce que ce projet est certes implanté dans le Val-d'Oise, mais est un projet dont l'impact et les retombées sont aussi en Seine-Saint-Denis. Je crois qu'il y a la nécessité de travailler. Dans la salle qui serait dédiée au cirque, le fait de pouvoir imaginer que des troupes locales puissent utiliser ce lieu de façon régulière, ponctuelle, pour pouvoir aussi avoir un lieu de diffusion sur le territoire, est quelque chose qui nous intéresse. La logique de réseau que j'ai indiquée tout à l'heure, pour nous en tout cas, ne s'arrête pas aux frontières départementales. Et je crois que c'est à construire.

J'arrive à la question de Monsieur MARTIN. Monsieur MARTIN aime bien les chiffres, depuis le début. Je voudrais dire comment les 50 000 m² se découpent à date dans notre programme. Tout cela est évidemment conditionnel à la réalisation du projet, mais est aussi en train d'évoluer par rapport à la programmation. La salle de spectacle se développerait sur 8 000 m², l'espace d'exposition sur 12 000 m² – et c'est peut-être trop grand par rapport à ce qui a été dit et dans le travail que nous menons actuellement avec la RMN Grand Palais –, l'espace dédié au cirque se développerait sur 15 000 m², le centre culturel pour jeune public se développerait sur une surface qui est aujourd'hui de 5 000 m². Les travaux que nous faisons avec Universcience conduiraient à le développer sur 9 000 m². Et la résidence d'artiste ferait 5 000 m². Le centre de ressource numérique se développerait sur 5 000 m². Vous aboutirez, en prenant les 9 000 m² de travail mené avec Universcience, à 54 000 m².

Sur le dernier point abordé par le Monsieur du Collectif pour le Triangle de Gonesse, je ne sais pas si vous pouvez reformuler la question. Je ne l'ai pas comprise.

Isabelle BARTHE, membre de la CPDP

Je pense que c'était plus un point de vue qu'une question. N'est-ce pas, Monsieur ?

Christophe DALSTEIN, Directeur du projet EuropaCity, Alliages & Territoires

Un point, cependant. Dans mon intervention, j'ai revendiqué le fait qu'un projet d'initiative et de financement privé puisse avoir une ambition culturelle. Je n'ai pas utilisé le mot d'éducation.

Isabelle BARTHE, membre de la CPDP

Merci. Une dernière question. Je crois, Monsieur BLAZY, que vous souhaitez poser une question. Nous essaierons de tenir en quelques minutes, pour passer à la deuxième partie de cet atelier. Merci.

Jean-Pierre BLAZY, Maire de Gonesse

Ce ne sera pas une question, mais ce sera un propos rapide. D'abord, en tant que maire, et nous sommes là avec plusieurs élus de la ville et les services, je suis là aussi en tant que nouveau responsable de la culture pour la communauté d'agglomérations. 350 000 habitants, 42 communes. Je voudrais dire deux ou trois choses pour moi essentielles par rapport à ce que j'ai entendu, même si je n'ai pas tout entendu puisque je suis arrivé en retard.

Tout d'abord, en parlant de culture, s'agissant d'EuropaCity, le débat public a commencé. Nous savons très bien quelles sont les controverses, quelles sont les polémiques. Tout cela est le débat démocratique. Mais sur la

culture, je pense que nous devrions faire consensus. Et tout de suite, pour aller vers le consensus, et par rapport à la Seine-Saint-Denis, je crois que nos territoires du nord-est francilien, qu'ils soient Val-d'Oisiens ou de Seine-Saint-Denis, ont besoin de développement culturel. D'ailleurs, en Seine-Saint-Denis, je n'ignore pas ce qui a été rappelé il y a un instant, mais je n'ignore pas non plus qu'il y a un projet ambitieux à Clichy : la Villa Médicis. Enfin, le concept de Villa Médicis, qui est encore en définition, comme est en définition le projet culturel d'EuropaCity. Et je dirais que nous avons besoin d'une forte ambition culturelle. Et EuropaCity peut l'apporter pour ce qui est du Val-d'Oise, mais effectivement Aulnay est juste à côté. Comment ne pourrions-nous pas partager ensemble cette ambition culturelle pour nos territoires ? Parce que, que l'on soit dans la métropole de Paris avec Terres d'envol ou que l'on soit dans la communauté d'agglomérations de Roissy Pays de France, nous sommes dans des réalités urbaines et périurbaines pour ce qui nous concerne qui sont tout à fait communes, par la géographie bien évidemment, mais aussi par d'autres réalités.

Ce que je veux dire, c'est que si le nord-est francilien ne veut pas être uniquement dans le Grand Paris de demain comme il l'a été jusqu'à maintenant une périphérie qui, certes, a beaucoup servi la capitale – quelque peu même asservie à la capitale –, mais qui pourrait être un pôle attractif dans ce Grand Paris multipolaire, nous devons évidemment penser au développement culturel du territoire. De ce point de vue là, il y a bien évidemment sur les programmes qui ont été présentés encore beaucoup de travail d'élaboration, de définition à faire. J'en dirai un mot. Il y a des conditions pour la réussite. Je crois qu'il y a tout de même là une opportunité formidable à ne pas manquer.

Nous pouvons débattre du commerce, du loisir. Là, il y a des sujets peut-être plus polémiques. Mais sur la culture, cela devrait nous rassembler. Je voudrais dire cela d'abord parce que c'est une conviction forte. Nos territoires ont besoin d'attractivité. Et le développement culturel est une des conditions de l'attractivité. Il n'y a pas que le développement économique. Pour le développement humain, il faut le développement culturel. À partir de là, il y a la nécessité d'avoir de grands équipements et donc avec la Réunion des musées nationaux, le ministère de la Culture, la Cité des sciences. Voilà des opportunités tout à fait intéressantes.

Le deuxième point est que pour réussir il faut aussi réussir l'ancrage territorial de ces projets. C'est un point essentiel. Il faut que ce soit en résonance avec le territoire. Je dirais d'ailleurs qu'il y a déjà beaucoup de choses qui se font. Cela a été rappelé pour la Seine-Saint-Denis. C'est la même chose pour le Val-d'Oise. D'ailleurs, ne prenons qu'un exemple : les musiques actuelles. Nous partageons ensemble le festival Banlieues bleues. Il vient tout de même jusqu'à Gonesse. Vous avez donc accepté qu'il y ait un peu une exportation jusque dans le Val-d'Oise. Il faudra travailler de la même façon. Et l'ancrage territorial suppose – c'est la proposition que je fais au promoteur du projet, mais aussi en direction des pouvoirs publics et notamment du ministère de la Culture et de la DRAC qui est là représentée – qu'à partir de maintenant, pour poursuivre l'élaboration de ces programmes, nous ayons une instance de gouvernance spécifique sur la culture, de pilotage associant les uns et les autres, parce que dans cette affaire nous ne réussissons que si nous sommes partenaires. Je crois qu'en matière de culture, cela ne peut évidemment pas être que des partenaires économiques, c'est évidemment des partenaires publics, qu'ils soient ministère ou collectivités territoriales. Quand je dis collectivités territoriales, j'ajoute région et département, et même, départements au pluriel. Il faut que nous réfléchissions rapidement, parce que nous voyons qu'il y a énormément de travail. Mais c'est une des conditions de la réussite. Dans l'ambition du projet EuropaCity, pour que nous ne l'assimilions pas à – comme je l'entends – un « super super centre commercial » ou un nouveau Disney, son projet culturel est un marqueur essentiel. Et nous devons réussir. Et pour réussir ensemble, il faut que nous ayons maintenant rapidement une instance de gouvernance qui se mette en place. Même s'il y a déjà eu du travail de fait bien évidemment, il faut aller plus loin et mieux structurer ce pilotage et cette gouvernance dès maintenant.

Applaudissements

Isabelle BARTHE, membre de la CPDP

Merci. C'était le mot de la fin sur la partie culture de l'atelier. Merci Monsieur BLAZY. Je vous propose maintenant de passer à la partie tourisme et loisirs de l'atelier avec un propos d'expert en préambule. Monsieur SPIZZICHINO de l'Atelier international du Grand Paris va rapidement nous dire quel est l'état des lieux de la mise en tourisme des territoires du Grand Paris, puisqu'il est chargé de mission sur cette thématique-là. Merci.

Robert SPIZZICHINO, membre du Conseil scientifique de l'Atelier international du Grand Paris (AIGP), chargé du pilotage du programme sur la mise en tourisme des territoires

Bonsoir à toutes et à tous. Deux mots pour dire d'où je parle. L'Atelier international du Grand Paris est un groupement d'intérêts publics dans lequel siègent les ministères, notamment le ministère de la Culture, le ministère du Développement durable, des collectivités locales, le Conseil régional, la ville de Paris, le Syndicat Paris

Métropole, la métropole du Grand Paris y rentrera, et également la Société du Grand Paris. Je ne vous dirai pas tous les noms, mais c'est un groupement d'intérêts publics qui a été constitué d'abord pour imaginer un projet à l'échelle du Grand Paris, essayer de mieux cerner ce qu'était ce Grand Paris, et ensuite qui a fait un certain nombre de travaux d'approfondissement sur les projets d'aménagement et de développement du Grand Paris.

Il se trouve que d'abord la question culturelle s'est posée très rapidement avec des travaux qui ont été faits sur la question de métropole créative, depuis un petit moment. Puis, le tourisme est apparu comme un thème transversal à une série d'équipes, puisque l'AIGP travaille avec 14 équipes qui font partie de son conseil scientifique, qui sont en général de grands prix de l'urbanisme, dans leurs mandataires, mais qui sont des équipes pluridisciplinaires. Et effectivement, il s'est trouvé que la question du tourisme s'est posée dans plusieurs équipes et, à la demande des ministères et des collectivités, nous avons fait récemment une journée de travail dans laquelle plusieurs expertises diverses ont été réunies. Nous publierons les résultats de cette journée de travail dans quelques jours. Nous avons également un programme de travail en cours qui continue jusqu'en juin sur le sujet et qui se fait en interaction avec les instances dont je vous ai parlé tout à l'heure. Voilà en deux mots d'où je parle.

J'ajoute à titre personnel que j'ai réalisé dans le temps – cela ne me rajeunit pas tout à fait – le premier schéma tourisme loisirs de l'Île-de-France et que j'ai été aménageur-développeur d'un certain nombre de stations touristiques, soit en France, soit à l'étranger. Je dois dire que par rapport au projet, la comparaison avec une station qui serait une station de loisirs, de commerce, de culture, puisque nous venons d'en parler, me parle de temps en temps, puisque ce serait une espèce de station. Il y a eu des stations de loisirs urbains qui ont été faites ici et là. Là, nous pourrions parler d'une station en milieu métropolitain.

Concernant la question de l'attractivité touristique, je le dis tout de suite, le tourisme ici, c'est tourisme et loisirs. C'est bien clair, puisqu'aujourd'hui nous ne savons plus tellement l'histoire. Quand nous passons une nuit quelque part, nous ne savons même plus où nous passons la nuit, si nous la passons chez des amis, dans un gîte ou dans un hôtel. La distinction tourisme loisirs n'est donc pas déterminante. Ce qui n'est pas déterminant non plus, je dirais, c'est Grand Paris. Je vous donnerai rapidement quelques éléments sur ce que nous pouvons dire aujourd'hui sur ce qui est en train de se passer dans le tourisme sur le Grand Paris. Pour le Grand Paris, à la SGP, nous n'avons pas de définition institutionnelle. Nous ne disons pas « C'est la métropole » ou « C'est la région ». Certains d'entre nous disent que cela va jusqu'au Havre quand nous prenons en compte toute la vallée de la Seine. Vous voyez, c'est par rapport au projet, par rapport aussi à ce qui est vu de l'étranger. Nous sommes un atelier international et plusieurs équipes internationales travaillent avec nous sur cette affaire touristique. Nous avons fait des comparaisons avec ce qui se passe à Berlin, à Barcelone, ailleurs, etc. Tout cela a commencé.

Les grands enjeux prioritaires. Je vais très vite, vous m'en excuserez. D'abord, il faut desserrer la fréquentation. Il faut définir une offre nouvelle, parce qu'il est clair – et tous les responsables l'ont dit, les responsables du tourisme à Paris et l'office du tourisme des congrès de Paris ont travaillé avec nous – que nous ne pouvons pas continuer comme cela sur Paris. Donc, il faut définir une offre nouvelle, hors du secteur traditionnel touristique. Et il faut organiser la mobilité.

Deuxième exigence dans les enjeux : il faut diversifier l'hébergement. Nous ne resterons pas sur les vieux modèles hôteliers traditionnels. Toute une série de clientèle ne s'y retrouve pas. Les jeunes, les seniors, les familles. Cela fait beaucoup. Il faut diversifier l'hébergement. Il faut s'adapter également à toutes les mutations en cours. Mais je vous les décrirai, car c'est tout à fait fondamental. Le secteur du tourisme est en train de changer complètement, très vite. Et il faut prendre cela en compte. Il faut également – c'est un grand souci de tous les professionnels – tâcher d'augmenter la durée de séjour. Paris, en général et parmi les grandes métropoles du monde, est de celle qui a la dépense moyenne la plus faible et la durée de séjour la plus faible. Il y a là un objectif important avec une cible prioritaire : les clientèles européennes qui reviennent. En anglais, nous les appelons les « *repeaters* ». Il se trouve que les clientèles européennes qui reviennent stationnent depuis une dizaine d'années sur Paris. Nous n'avons pas augmenté le pourcentage des clientèles européennes.

Un autre point qui est très important est que les métiers du tourisme changent. Ils changent avec l'économie numérique. Ils changent avec l'économie circulaire. Ils changent avec tout ce qui est en train de se passer autour de ce que nous avons appelé « l'uberisation », tout ce qui est l'économie du partage. Et nous voyons à côté des grands groupes internationaux naître une série de jeunes entrepreneurs du tourisme. Et il faut savoir que le Grand Paris est le premier incubateur touristique du monde, qui s'appelle Welcome City Lab et qui accueille chaque fois des promotions d'une quinzaine d'entrepreneurs.

Enfin, très important, des engagements ont été pris au niveau du Conseil régional et d'autres pour avoir un tourisme soutenable, durable. Et pas simplement dans les bâtiments, mais dans les activités. Il est de plus en plus demandé d'avoir un bilan carbone. Il y a eu une tentative du Conseil régional, pour le schéma de stratégie régionale du tourisme en Île-de-France, d'avoir un bilan carbone des activités touristiques dans des lieux donnés.

Deuxième point : qu'est-ce qui est en cours dans les mutations ? Nous avons toute une série d'études et d'observations qui nous montrent à quel point les clientèles touristiques ne sont pas celles que nous décrivons

parfois qui vont en car dans des lieux, etc. Cela existe toujours, mais cela diminue de plus en plus. Aujourd'hui, les exigences prioritaires sont le tourisme à vivre. C'est l'authenticité. C'est la variété des pratiques. C'est être là où cela se passe, là où se crée la mode. Et il y a un grand désir, c'est d'échapper à tout ce qui est concentration touristique. De plus en plus. Nous avons même eu la surprise, dans les discussions avec des tour-opérateurs chinois récemment, de voir à quel point ils s'efforçaient de créer des séjours individuels, des petits groupes, etc., tout ce qui permettait d'échapper aux concentrations. Deuxièmement, nous voulons vivre des expériences urbaines inédites, qui permettent de se différencier. Nous voulons faire la fête, prendre part aux événements artistiques, à la vie nocturne, etc. Le patrimoine et les lieux culturels sont chaque fois essentiels dans les motivations des touristes. Je les appelle ainsi, les touristes en général, mais cela peut être des personnes qui viennent de la proximité et de la région. C'est de découvrir de manière nouvelle et insolite le patrimoine et les lieux culturels, d'avoir des relations différentes avec la culture, de celles que l'on avait avant.

Aujourd'hui, internet et tous les systèmes permettent d'organiser pour chacun son propre séjour. C'est une révolution dans les modes de distribution. Également, vous savez que, dans les formes d'échanges d'appartements, de gîtes chez l'habitant, Airbnb ou d'autres plateformes d'échange, etc., Paris est celle qui a la plus forte proportion mondiale dans les économies du partage, parce que justement Paris offre des facilités énormes. Nous craignons beaucoup que certains quartiers se transforment en quartiers pour touristes à partir de propriétaires qui loueraient des meublés de tourisme. C'est une grande crainte. Il y a nécessité à trouver une multiplicité de lieux pour être ailleurs comme chez soi. Importance très grande – nous l'avons chiffrée de manière économique aussi – en Île-de-France. Une thèse a été faite par un économiste sur le tourisme de proximité, c'est-à-dire les personnes qui viennent par exemple de l'Île-de-France, pour simplifier, mais qui lorsqu'elles se déplacent ont des comportements qui sont des comportements de touristes. Parfois, d'ailleurs, elles vont loger ailleurs, parce que cela représente une distraction, un dépaysement, etc.

Enfin, très important, et surtout dans ce territoire : le tourisme d'affaires. C'est certes les grands congrès, les séminaires, etc. Mais c'est toute autre chose. Et nous avons eu des exemples de Berlin. Cela a été un certain nombre de jeunes qui avaient des *start-ups*, qui essayaient de créer des projets, etc., et qui se sont, pendant une dizaine d'années, retrouvés à Berlin. Cela a été une sorte de tourisme d'affaires qui a été à l'origine d'une part du développement d'affaires économiques d'un certain nombre de quartiers de Berlin.

Voilà les mutations qui sont en cours. Ces mutations sont déjà à l'œuvre et on nous dit qu'elles vont s'accélérer dans les dix prochaines années de manière colossale. Nous avons déjà des observations qualitatives, parce que nous n'avons pas beaucoup de chiffres là-dessus. Je n'ai pas voulu vous assommer avec des chiffres, mais nous n'en avons pas beaucoup.

Troisièmement. Aujourd'hui, dans tous les lieux, au Conseil régional, à la métropole, au Syndicat Paris Métropole, etc., comment essayons-nous de poser les questions sur la stratégie touristique du Grand Paris ? Je signale qu'il n'y a pas de documents aujourd'hui. Le dernier document de la région sur la stratégie régionale va être refait. Des réflexions, des groupes de travail ont été faits dans le Syndicat Paris Métropole, ailleurs. Je crois que les élus qui sont là les connaissent. Aujourd'hui, le seul document qui a été signé par l'État d'ailleurs est le contrat de destination, qui a été signé avec l'État pour renforcer tout ce que je vous racontais précédemment. Le contrat de destination a été signé entre l'État d'un côté et un certain nombre d'opérateurs du tourisme, plutôt publics pour le moment, c'est-à-dire les comités départementaux du tourisme intéressés, l'office du tourisme et des congrès de Paris, la RATP. La SGP les rejoindra également. Il y a une stratégie et des actions précises autour de ce contrat de destination.

Comment est-ce que cela se présente ? Les points de la stratégie sont les suivants. L'APUR et l'Institut d'aménagement et d'urbanisme ont fait des recensements sur la richesse extraordinaire de l'offre. Cela a été dit tout à l'heure pour la première couronne. Mais c'est vrai aussi sur la deuxième couronne, sauf que ce n'est pas connu et que les accès sont difficiles. Il y a une offre culturelle très importante, mais il y a une offre en événement, y compris dans un certain nombre de lieux. Il y a une équipe chez nous qui identifie les lieux phares de la métropole et qui essaie de les mettre en évidence. Nous essayons de combiner la valorisation de cette diversité pour que cela rencontre des touristes, des marchés, parce qu'à certains moments il y a des marchés à rencontrer. Et également l'existence d'un certain nombre de pôles d'attraction touristique majeure. Il faut donc combiner les deux. Nous n'allons pas choisir l'un pour l'autre. Nous allons combiner les deux.

Deuxièmement, l'attention est apportée au maximum, tant en aménagement qu'en développement, sur la valorisation de l'existant. Par exemple, une de nos équipes également, avec toute une série d'associations de Saint-Denis, travaille sur une revalorisation de tout ce qui peut se faire autour. La Basilique n'est pas simplement la Basilique. Nous trouvons de nombreuses choses autour, dans les initiatives locales, dans d'autres coins, qui sont formidables à l'intérieur de Saint-Denis. Nous sommes en train de regarder comment les valoriser. Même chose par exemple pour Le Bourget. Le Bourget, ce n'est pas simplement le musée, il y a beaucoup de choses. Là aussi, une réflexion est en cours là-dessus. Mais il faut pour cela faciliter l'accès aux événements et aux attractions. C'est-à-dire qu'il faut trouver les moyens d'information. Et là, les jeunes équipes dont je vous parlais tout à l'heure,

les jeunes entrepreneurs sont en train de faire cela : trouver la façon de faciliter l'accès à cette diversité et aux événements, qu'ils se passent dans des lieux phares ou dans des lieux moins connus, avec les moyens numériques, mais pas simplement, parce que le contact avec les personnes est essentiel.

À la SGP – et c'est repris par beaucoup de maires –, nous avons interviewé des maires qui sont dans des territoires touristiques et dans des territoires non touristiques. Nous avons vu avec eux, y compris chez ceux qui nous disaient « Mais que venez-vous faire chez moi ? Nous n'avons rien à montrer », que chaque territoire pouvait avoir des choses à montrer, chacun selon ses spécificités. C'est pour cela que nous avons appelé notre programme « la mise en tourisme des territoires ». La mise en tourisme des territoires est un effort fait y compris sur les questions d'aménagement. Les Américains font cela très bien en ce moment. Non seulement ils travaillent avec les commerçants pour accueillir, mais aussi avec la population – des associations d'habitants se créent. Dans le 93, dans le 95, c'est le cas – pour accueillir les personnes, pour leur montrer un certain nombre de choses, y compris dans de grands ensembles en rénovation.

Au fond, ce qui est en jeu là-dessus, et c'est un positionnement du Grand Paris qui est en train de s'affirmer, c'est la métropole de l'hospitalité. C'est un point très important. Avec un point clé, pour terminer, qui est la consolidation à apporter au tourisme d'affaires. Parce qu'effectivement la position du Grand Paris est fragile en ce moment, très fragile. Il y a des efforts à faire qui sont des consolidations de tous les équipements existants et d'essayer de mettre un peu de vie derrière un certain nombre d'équipements, car nous savons très bien, depuis longtemps d'ailleurs, que le tourisme d'affaires viendra demain avec sa famille, pour faire autre chose, etc.

Enfin, je terminerai par quelles sont les conditions de réussite d'un nouvel attracteur majeur, comme peut l'être EuropaCity, en plus des fondamentaux. Les fondamentaux sont très simples. Chaque grand opérateur, développeur les connaît. C'est un *business plan* qui tient la route, un plan marketing qui tient la route et une maquette d'exploitation, ce que les personnes dans les stations appellent des maquettes d'exploitation. Non seulement avec des éléments financiers, mais avec une définition précise de qui fait quoi, comment les personnes s'articulent, quel type de gestion nous choisissons. Est-ce que nous choisissons une gestion intégrée ou une gestion éclatée ? Comment maintenons-nous qui traite avec qui ? Mais tout cela, ce sont les fondamentaux. Tous les professionnels les connaissent. Mais nous avons déterminé aujourd'hui les conditions de réussite à partir d'expériences étrangères ou françaises. Premièrement, c'est un ancrage territorial qui donne du sens. Monsieur BLAZY vient de l'évoquer. Mais il y a un certain nombre de grands projets, par exemple la Cité de la gastronomie est aujourd'hui en cours de réflexion – un Conseil scientifique vient de se monter – autour de Rungis. Le 92 a monté la vallée de la culture, qui relie un certain nombre de grands lieux culturels existants et en rénovation. La vallée de la culture a un sens dans le territoire, etc. Le grand attracteur doit avoir aussi des relations très fortes avec les hébergements, pas simplement les hébergements qui sont en son sein, mais avec les réseaux d'hébergement. Et il doit avoir des accords avec les grands réseaux d'hébergeurs. Et comme nous l'avons vu tout à l'heure, les réseaux d'hébergeurs ne sont plus les mêmes qu'avant. Pour que cela fonctionne, il faut aussi qu'il y ait un caractère unique. On sait que c'est unique et que c'est là qu'il faut être. Sinon, cela ne fonctionne pas. Avec une mise en scène événementielle – c'est quelque chose qui plaide pour la gestion intégrée, c'est-à-dire pour qu'il y ait un gestionnaire, et des sous-gestionnaires peut-être – qui doit aujourd'hui être permanente et dans tous les secteurs. Il faut donc vraisemblablement une gestion intégrée, ce qui fait courir à l'opérateur des risques beaucoup plus importants, évidemment. Enfin, il y a de fortes innovations à mettre en place dans les circuits de distribution des produits, parce que nous ne vendons pas des choses comme cela dans les agences de tourisme ou chez les tour-opérateurs.

J'ai fini sur la description des grands enjeux et des conditions de réussite en général.

Isabelle BARTHE, membre de la CPDP

Merci. C'était très clair. Bravo pour la clarté de ces propos et merci. Je crois que le maître d'ouvrage, avant de donner la description de son projet sur la dimension touristique et de loisir, veut également apporter des réponses à ces questions d'enjeux. Je vous donne la parole.

Christophe DALSTEIN, Directeur du projet EuropaCity, Alliages & Territoires

Merci, car beaucoup de choses ont été dites. La présentation que nous avons est en deux temps. Elle porte d'abord sur la question du programme de loisirs, et ensuite sur les enjeux touristiques du projet, c'est-à-dire sur une des typologies importantes de public que ce projet pourrait accueillir. Je vais aller vite pour vous décrire le programme, parce qu'il est important. Il se développerait sur 150 000 m² d'équipements de loisirs.

Cette offre de loisir s'inscrit dans le propos introductif sur la place du temps libre. Même si nous avons paradoxalement peu de temps dans nos cités occidentales, nous n'avons jamais vécu aussi longtemps, jamais

travaillé aussi peu. Il y a ce temps libre qui conduit à de nouvelles façons de pratiquer la ville, qui conduit aussi à de nouvelles demandes en termes de loisirs. Il y a l'émergence de nouveaux usages, avec notamment des attentes fortes en termes d'expériences, en termes de plaisir. Et nous le voyons : le sondage TNS Sofres qui est indiqué là et date de 2012 montre l'appétence des Franciliens, et d'abord des Franciliens, sur les attentes en termes de loisirs pour s'évader, se détendre et sortir de chez soi. C'est comme cela que nous avons, en nous basant sur cette attente – vous le verrez juste après sur le diagnostic de l'offre de loisir existante – imaginé l'offre de loisirs qui pourrait se développer au sein du projet EuropaCity.

Un parc à thème couvert avec à la fois une offre familiale et des lieux à sensations fortes, des *roller coaster* et des simulateurs. Ce parc à thème couvert pourrait être le plus grand parc à thème couvert d'Europe. Parce qu'aujourd'hui les équipements de grands parcs à thème qui existent en Europe sont essentiellement extérieurs.

Un parc d'aventure couvert, mais qui s'ouvrirait sur le parc, qui s'ouvrirait sur la toiture du projet architectural tel qu'il est développé par Bjarke INGELS, permettrait notamment des usages sportifs, sports extrêmes, sports urbains. La toiture du projet, 80 hectares, serait développée avec en son cœur un parc urbain de 10 hectares, mais aussi des toitures qui seraient accessibles, permettraient de développer ces liens entre parc d'aventure à la fois à l'intérieur, mais aussi en extérieur.

Un parc pour les enfants, un parc ludo-éducatif, avec notamment beaucoup de choses autour du jeu, probablement autour aussi du « e-sport », qui est une thématique sur laquelle nous souhaitons travailler.

Les loisirs sportifs se développeraient en libre accès au sein du parc urbain de 10 hectares. Ce parc urbain accueillerait un certain nombre de grands équipements sportifs, dont nous devons définir le mode de gestion, mais qui seraient en libre accès.

Un parc des neiges, donc une piste de ski couverte qui accueillerait une piste de ski pour débutant, un *snowpark* et des activités de luge à destination des jeunes publics.

Enfin, un parc aquatique qui serait couvert pour l'essentiel, qui pourrait aussi s'ouvrir sur l'extérieur à certains moments de l'année. Et nous sommes en train d'évoluer dans cette offre-là pour pouvoir combiner cet équipement aquatique avec un hôtel, dans une destination de *resort*, donc d'avoir aussi un hôtel qui serait thématisé autour de ce parc aquatique.

Voilà pour l'offre. Le souhait est que cette offre de loisirs soit complémentaire à ce qui existe. Nous n'avons fait apparaître que les principaux équipements. Mais bien sûr, le premier qui est une référence mondiale, est Disneyland Paris. Les développements en cours faits par Pierre & Vacances et Disney avec le projet Village Nature. Le parc aquatique qui existe aujourd'hui en Île-de-France, le plus structurant et en tout cas couvert, est l'Aquaboulevard. Il y a bien sûr l'Île de loisirs de Cergy-Pontoise et, plus au nord, le parc Astérix, géré par la Compagnie des Alpes, et la Mer de sable d'Emernonville, gérée aussi par la Compagnie des Alpes.

Ce projet s'inscrit aussi, dans son offre de loisirs, dans une diversité d'offres de loisirs proposées qui serait très complémentaire par rapport à ce qui existe. Je m'arrêterai là. J'ai réduit la présentation pour pouvoir être court et tenir dans les temps. Mais sur la partie programmation, l'ambition de loisirs participerait finalement à cette offre globale. Il est difficile de découper le programme du loisir, du programme culturel, du programme commercial, du programme d'hôtel, mais cela s'inscrirait dans cette logique qui a été dite tout à l'heure de *resort*, permettant aussi de renouveler l'attractivité globale de l'Île-de-France. Et ces grands équipements de loisirs pourraient aussi – ils ne sont pas les seuls, il y a aussi les espaces à usage public – permettre dans le cadre de la candidature de l'Île-de-France à l'accueil de grandes manifestations, que ce soit les Jeux olympiques de 2024 ou l'Exposition universelle de 2025, d'être un des lieux éventuels qui permette aussi d'accueillir des rassemblements.

Pour finir, en lien avec ce qui a été dit par l'Atelier international du Grand Paris, je voulais l'illustrer. Il en manque, mais concernant ce projet EuropaCity, dans cette ambition de loisirs, nous voyons là une carte de François LECLERCQ, membre de l'Atelier international du Grand Paris, qui fait apparaître les 4 points cardinaux des loisirs, tel qu'il le définit. Évidemment Versailles, et nous pourrions ajouter la vallée de la culture qui est ici dans les Hauts-de-Seine, avec tous les développements qui sont en cours sur l'île Seguin notamment, en tout cas une polarité à l'ouest. Bien sûr le *cluster* du tourisme très puissant qu'est Disney. Au sud, un certain nombre de projets en structuration – cela a été dit : le projet de la Cité de la gastronomie à Rungis, mais aussi le projet de grand stade de rugby à Ris-Orangis. Finalement, ce projet EuropaCity, notamment avec cette connexion à l'ensemble de ces transports en commun, la proximité de l'aéroport de Roissy Charles de Gaulle qui y participe, permettrait de créer une polarité de loisirs pour le nord-est de l'Île-de-France.

Ceci était pour le programme loisirs. Sur l'ambition touristique de ce projet, avec l'accord de la CPDP, je vais m'exprimer à deux voix, et je demanderai à Jean-Pierre BLAT de pouvoir vous présenter comment nous travaillons sur cette ambition touristique.

Cela a été dit et mieux dit, donc je passe très vite, par l'Atelier international du Grand Paris. Il y a un enjeu fort. Je crois que c'est 6 % du PIB aujourd'hui qui est réalisé en Île-de-France autour du tourisme. Un enjeu de pouvoir se renouveler pour rester durablement attractif. L'attente forte sur une dimension qui puisse proposer une offre différente par rapport à celle qui existe, même si Paris est une destination touristique que ce soit pour le tourisme d'affaires d'une part, mais pour les touristes d'une façon générale d'autre part, par rapport à notre art de vivre, à la culture, au patrimoine. Et donc, d'être là aussi dans une complémentarité par rapport à ce qui existe aujourd'hui, qui puisse permettre de s'inscrire – nous l'avons vu avec les 4 points cardinaux des loisirs – dans un renouvellement de l'identité du nord-est francilien.

Sur le potentiel touristique, environ 80 % des visiteurs d'EuropaCity seraient soit des Franciliens, soit des excursionnistes, c'est-à-dire des personnes qui n'habitent pas l'Île-de-France, mais qui se déplacent pour une journée. Les 20 % restant seraient des touristes se répartissant comme vous le voyez : pour l'essentiel des touristes français ou européens, des touristes hors Europe pour 21 %. Et sans doute dans une complémentarité par rapport au parc international des expositions de Villepinte, par rapport au projet d'International Trade Center à Roissy, par rapport à l'offre qui existe dès à présent à Roissy en France, un complément d'ordre ludique sur ces potentialités par rapport au tourisme d'affaires.

Je voudrais passer la parole pour deux éléments à Jean-Pierre BLAT. Il se présentera. Il est l'ancien directeur du Comité régional du tourisme. Et c'est lui qui a élaboré la stratégie de développement touristique qui était mentionnée à l'instant – elle avait été approuvée à l'unanimité par la région Île-de-France. Pour voir finalement comment notre projet s'inscrirait dans cette dynamique touristique francilienne.

Jean-Pierre BLAT

Bonjour à tous. En effet, cela a été évoqué tout à l'heure et c'est extrêmement important de savoir si nous sommes sur un projet d'ambition régionale. Parce que nous sommes l'Île-de-France, à partir du moment où nous sommes sur un projet d'ambition régionale, nous sommes sur un projet d'ambition internationale. C'est ce particularisme de la première destination touristique au monde : lorsqu'elle porte un projet de cette nature, par définition, son ambition est grande et nous sommes mécaniquement sur ces questions.

Très rapidement, je voudrais rappeler ce que posait la question de la stratégie régionale adoptée en 2011. Et je veux préciser cela parce que c'est très important. Cette stratégie a été adoptée à l'unanimité. Cela a été évoqué tout à l'heure. Les majorités, parfois, changent. Mais quand des textes sont adoptés à l'unanimité, même s'il y a un changement de majorité, il y a tout de même une logique de filiation. Il ne faut jamais l'oublier. Ce sont des textes d'orientation, il faut le dire, qui sont aussi liés au fait que dorénavant les grands investissements en matière de tourisme sont d'abord des investissements privés. Je crois qu'il ne faut pas l'oublier. Il ne faut pas s'en cacher. Nous savons aujourd'hui – nous l'avons vu en Île-de-France – que lorsqu'il n'y a pas d'investisseurs privés, il y a une difficulté à faire émerger le projet. Je veux le rappeler rapidement pour bien resituer ce qu'est un texte d'orientation voulu par une collectivité d'un projet porté par un certain nombre d'investisseurs. Très rapidement, ce qui était évoqué, c'était le fait que le Grand Paris Express redessine la carte du territoire francilien, y compris en matière de tourisme. Sans prendre d'autres exemples, il est évident que quand le projet de Disney est né – pour beaucoup d'entre nous, il est récent, mais en réalité il a maintenant près de 30 ans – il a complètement redessiné la façon de se déplacer. Et nous avons le sentiment qu'il y a quelques années la Seine-et-Marne était très lointaine. En vérité, c'est 40 minutes à partir de l'Étoile, c'est-à-dire pas grand-chose. Sur le projet d'EuropaCity, ne l'oublions pas, nous sommes à 24 minutes de la gare Saint-Lazare. L'accessibilité est extrêmement importante. C'est une clé. Évidemment, quand on vient de certains endroits, c'est plus dur actuellement. Mais demain, la question de l'attractivité par les transports pour un public parisien ou séjournant à Paris est tout à fait essentielle.

Deuxième élément : la question de l'hébergement. L'hébergement, c'est très important. Et dans le même temps, nous avons vu ces dernières années que l'essentiel de la construction n'était plus dans Paris, pour des raisons de foncier, c'est-à-dire que ce n'est pas quelque chose de neuf. C'est quelque chose qui s'inscrit dans la durée et qui s'inscrit déjà depuis deux décennies. Donc, il faut vraiment tenir compte de cela. Il n'y aura pas de constructions d'hébergement dans les années qui viennent en grand nombre dans Paris. Il n'y aura que cette possibilité de foncier et de développement en dehors de Paris. Dans ce contexte-là, d'ailleurs il faut le rappeler, nous sommes passés de 130 000 à 150 000 chambres, en gros, sur les 20 dernières années. Le taux d'occupation hôtelier a pour autant continué de croître, même si nous voyons – vous l'avez rappelé – sur la question du tourisme d'affaires d'énormes questions à venir. Pas uniquement, mais celle-là est essentielle. Il était à peu près prévu qu'il fallait construire une vingtaine de milliers de chambres pour la décennie qui vient. Nous n'y sommes pas. Et pour autant, aujourd'hui, nous le savons. Il y a eu des débats sur l'arrivée de clientèle très lointaine. Si véritablement demain, un nombre croissant de Chinois, par exemple, voulaient venir à Paris, en particulier après une première visite en groupe, une seconde visite en individuel, nous n'aurions pas les capacités en réalité de les accueillir.

J'ai simplement rappelé rapidement ce que cela représente en termes de recettes pour les collectivités du territoire. La taxe de séjour, une fois installée sur un taux d'occupation à 75 % environ sur 2 700 chambres, c'est environ 1,1 million, 1,2 million de recettes directes pour les collectivités.

Intervention hors micro

Jean-Pierre BLAT

Très rapidement, il était aussi rappelé par ce texte que la problématique de l'offre culturelle et récréative nécessitait, en particulier dans les années qui viennent, d'être renforcée. Cela a été évoqué tout à l'heure par Monsieur SPIZZICHINO, nous sommes de plus en plus dans une recherche d'expérience. Nous sommes sur une destination touristique – nous l'oublions fréquemment – qui comprend parmi ses visiteurs 55 % de *repeaters*, donc des personnes qui viennent, qui apprécient, qui reviennent, mais qui à l'occasion de leur « revisite » ont besoin de voir autre chose. Par ailleurs, nous avons aujourd'hui des manques sur cette offre culturelle. Cela a été évoqué tout à l'heure dans les propositions faites par Christophe DALSTEIN. Il y a en particulier sur toute la problématique de la nuit, sur toute la problématique du cirque, sur un certain nombre d'offres en direction des familles et des clientèles qualifiées d'assez jeunes en famille, de gros manques aujourd'hui sur la destination. Cela a d'ailleurs donné lieu à de nombreux débats – vous vous en souvenez sans doute – sur : Paris devient-il un musée à ciel ouvert ? Ce texte disait donc qu'il fallait absolument renforcer cela.

L'évolution du territoire francilien, et j'en aurai fini, fait que par ailleurs il est aujourd'hui essentiel de « déconcentrer » les flux touristiques. Aujourd'hui, c'est tout de même entre 6 et 7 arrondissements sur lesquels est concentrée la fréquentation touristique de Paris. Nous avons une problématique, à partir de là, de rejet par la population d'une part de touristes trop importante par rapport à l'activité. Il faut donc absolument – c'est ce que vous appelez le « desserrement » - aérer tout cela pour que la fréquentation soit plus large.

Je voudrais simplement conclure sur ce volet-là par une formule qui était portée par la stratégie régionale de développement touristique. Celle-là importe, elle a été adoptée à l'unanimité. Elle peut faire débat. La forme que prendra le projet peut susciter échange. Mais il était rappelé par ce texte – et encore une fois, j'insiste sur le fait qu'il a été adopté à l'unanimité – que le projet EuropaCity, porté par le groupe Auchan, prévoit la création d'un vaste complexe commercial, culturel et de loisirs, qui aménagera cette partie sous-équipée de l'Île-de-France en la matière. Je crois qu'il faut admettre aujourd'hui que l'activité touristique est un des éléments essentiels de développement de ce territoire. Nous évoquons 6 % du PIB. N'oublions pas que c'est plus de 510 000 emplois en Île-de-France. Nous ne pouvons pas nous passer de cette activité. Nous ne pouvons pas la traiter comme si elle était secondaire ou assez peu glorieuse. Il faut absolument l'intégrer dans le développement territorial. C'est d'ailleurs une clé du développement territorial francilien. Je pense que je peux m'en arrêter là. Et au cas où, nous répondrons aux questions.

Isabelle BARTHE, membre de la CPDP

Merci beaucoup pour ces éclairages tout à fait intéressants. Nous avons pris beaucoup de retard, mais la matière est dense. La parole est à la salle si vous souhaitez des précisions, si vous avez des interrogations ou des remarques à faire. Là-haut, Madame, à vous.

Jacqueline HOCQUELOUX, association Bien vivre au Thillay

Bonjour. Maintenant, je peux peut-être parler. Je m'adresse déjà aux deux personnes avant. Elles ont bien vendu leur programme. C'est comme si j'avais appris à la banque, quand je vendais mes plans d'épargne logement. Je les respecte, mais c'est comme cela. Par contre, je suis ancienne et j'ai beaucoup épaulé Monsieur BLAZY, n'est-ce pas Monsieur BLAZY ? Quand je suis pour, je suis avec lui avec mes banderoles, mais quand je suis contre, je suis contre.

Je suis à Gonesse depuis 1963, face à Villiers-le-Bel. Là, ces Messieurs ont vendu leur plan, ont tout vendu et je n'ai pas entendu parler, justement, des habitants de Villiers-le-Bel. Pourtant, nous sommes à Villiers-le-Bel, ici. Nous avons parlé de Paris, nous avons parlé des touristes. Mais les personnes de Villiers-le-Bel ? Avec quoi iront-elles à EuropaCity ? Avec quel argent ?

De l'autre côté, puisque Monsieur BLAZY est là, je vais lui poser une question. Ce n'est pas facile le panneau que vous avez mis à Leroy Merlin. En voiture, nous ne pouvons pas prendre de photo. Mais c'est à Gonesse. « Ici, prochainement, 130 000 m² de loisirs ». « Renseignements », avec un numéro de téléphone, une adresse mail. Je

n'ai peut-être pas 20 ans, mais j'ai cherché sur internet quand même. Et je me suis aperçu qu'il y avait une carterie, je crois, à Dannemarie-les-Lys, qui avait été faite par cette société qui, je crois, dépend un peu d'Auchan. Mais je ne veux pas trop le dire, parce que Monsieur DALSTEIN me le dira peut-être. Puisque maintenant la carterie a été faite à Dannemarie, les forains qui étaient là-bas ont dû partir. L'association des forains a dû fermer.

Isabelle BARTHE, membre de la CPDP

À qui s'adresse votre question ?

Jacqueline HOCQUELOUX, association Bien vivre au Thillay

La question est un peu pour tout le monde. Parce que je défends les personnes de Villiers-le-Bel et de Gonesse.

Isabelle BARTHE, membre de la CPDP

D'accord.

Jacqueline HOCQUELOUX, association Bien vivre au Thillay

Comment ces personnes iront-elles à EuropaCity ? Avec quel argent ? Premièrement. Et de l'autre côté, Monsieur, vous m'avez vue l'autre jour à Villepinte. Et Monsieur DALSTEIN m'a demandé si je faisais des achats chez Auchan. Je lui ai dit « Non, moi je vais à Carrefour ». Vous savez comment je parle, Monsieur DALSTEIN, toujours devant, jamais derrière. Je suis allée à Meaux, puisque je suis de Meaux, j'ai de la famille là-bas. J'ai voulu aller voir à Auchan, le 2 mai. Je vous demanderai de ne pas partir, parce que j'ai fait des photos. Le 2 mai, il y avait 3 voitures sur le parking. Et il y a 7 caisses à Auchan. J'ai demandé l'autorisation de faire des photos, on ne me l'a pas donnée, c'est normal. 2 caisses, il y avait 2 personnes : moi et une autre dame. J'ai posé des questions : « Connaissez-vous EuropaCity ? » Un Monsieur m'a dit : « Oui, le centre Auchan travaille deux jours par semaine. » C'est pareil à Meaux, les personnes n'ont pas d'argent. Et moi, je me défends pour les personnes de Villiers-le-Bel, pour les personnes de la Fauconnière. C'est tout. Et je me défendrai toujours.

Isabelle BARTHE, membre de la CPDP

Merci. Des questions ? D'autres contributions sur le programme ? Ici, Monsieur.

François DELCOMBRE, conseiller municipal de Soisy-sous-Montmorency

Il y a quelque chose que je n'ai pas bien compris dans les exposés sur le tourisme. Je ne sais plus qui a dit qu'il fallait desserrer la fréquentation touristique à Paris, qu'il y avait 6 millions, que c'était trop, que les Parisiens n'en pouvaient plus. Enfin, c'est ce que j'ai compris de l'exposé. Et qu'il fallait donc développer une nouvelle offre. Je ne comprends pas bien comment des Chinois ou même des Éthiopiens, des Italiens, tout ce que l'on veut, pourront avoir envie de venir dans un centre hyper moderne. S'ils viennent à Paris, c'est pour voir le Louvre, les Galeries Lafayette et non pas rester dans un centre ultra moderne comme il y en a partout sur la planète. Je ne comprends pas. Si l'ont vient à Paris, ce n'est pas pour être dans un endroit qui ne se différencie pas des autres. C'était ma question.

Et la personne d'avant, je crois, a parlé de bilan carbone sans doute pour employer un peu le vocabulaire « écolo », mais sans dire en quoi le bilan carbone allait être positif avec ces nouvelles activités. Il me semble plutôt que si des touristes chinois viennent à Paris, le bilan carbone n'est pas terrible. Surtout si c'est pour trouver la même chose que ce qu'ils ont à Abu Dhabi ou à Shanghai.

Isabelle BARTHE, membre de la CPDP

Ces questions s'adressent plutôt à Monsieur SPIZZICHINO, je crois. Est-ce que vous souhaitez répondre ? Non, pas nécessairement. Le maître d'ouvrage souhaite-t-il répondre sur le desserrement de l'offre touristique ? Je pense que c'est plutôt Monsieur SPIZZICHINO.

Robert SPIZZICHINO, membre du Conseil scientifique de l'Atelier international du Grand Paris (AIGP), chargé du pilotage du programme sur la mise en tourisme des territoires

Il y aurait beaucoup à dire, mais je vais être très bref. Le desserrement de l'offre est une nécessité, parce que cela pose des problèmes de sécurité très graves. Il y a eu des réunions entre les grandes capitales. Dans les lieux touristiques et dans l'hypercentre touristique de Paris, nous ne supportons plus les concentrations actuelles. Évidemment, les grands lieux touristiques de Paris seront toujours fréquentés. Simplement, il y en a d'autres, en termes de patrimoine nous mettons en valeur – Jean-Pierre BLAT l'a rappelé – d'autres sites, parce que l'offre de transport est en train d'évoluer considérablement. Aujourd'hui, des choses se passent dans la vallée de la Seine, des choses tout à fait attractives et qui peuvent être mises en valeur. Plus il y aura de sites patrimoniaux et autres qui seront mis en valeur au sein du Grand Paris – ils ont été recensés et nous avons vu qu'ils pouvaient attirer du monde... Savez-vous qu'il y a des lieux de pèlerinage, qui ne sont pas du tout ce que nous pensons. Par exemple, les touristes japonais vont dans un grand site à Cergy-Pontoise, où il y a un flux de touristes japonais. Plus nous ferons connaître la richesse des territoires du Grand Paris, plus nous arriverons à gérer correctement et à desserrer les flux, surtout avec un système de transport qui va complètement changer grâce au métro, mais aussi grâce à d'autres choses. Je n'ai pas parlé ici des questions de mobilité des transports et des conditions de mobilité. La mobilité touristique fait aussi l'objet de travaux très importants pour permettre aux personnes, y compris avec des modes doux, avec du multimodal, etc., d'accéder aux sites. Et si cela vous intéresse, vous trouverez toutes les expériences sur notre site de la SGP. Vous verrez le nombre d'expériences, d'opérations de ce type, de mise en valeur de la diversité, de mise en valeur des territoires. Chaque fois que cela a été fait, cela a fortement fonctionné. Il y a des territoires qui ont une offre fantastique aujourd'hui, mais qui ne sont pas mis en valeur parce qu'ils sont difficilement accessibles, parce que l'information n'existe pas, parce que du côté de la mise en marché cela ne fonctionne pas, etc. C'est cela qu'il faut faire.

Jean-Pierre BLAT

Un petit mot sur la fréquentation, puisque c'est celle que vous évoquez. En fait, je ne parlais pas de 6 millions de visiteurs, mais de la concentration sur 6 arrondissements. Et pour être extrêmement précis sur ces questions, je crois qu'il ne faut pas s'attendre d'abord à une fréquentation émanant de clientèle internationale lointaine sur EuropaCity. Ce sera d'abord une fréquentation de ce que l'on appelle les clientèles de proximité, c'est-à-dire françaises et frontalières. Parce qu'aujourd'hui, nous l'oublions un peu vite, elles continuent de représenter près de 80 % de la fréquentation de Paris Île-de-France. Nous oublions de rappeler que la première nationalité qui fréquente notre destination, la première clientèle est la clientèle française. Nous l'oublions, parce que le tourisme est, par définition, quelque chose de lointain. Mais c'est près de 80 %.

Et un dernier chiffre. N'oublions pas non plus que les visiteurs de Paris Île-de-France aujourd'hui, pour 55 % d'entre eux sont des *repeaters*, c'est-à-dire des personnes venues déjà au moins une fois durant les 5 dernières années. C'est là où l'élargissement de l'offre a tout son sens, pour faire découvrir de nouvelles choses et « fidéliser », je me permets le mot, les clientèles.

Claude BRÉVAN, Présidente de la Commission particulière du débat public

Je voulais vous apporter un témoignage. Comme vous le savez, nous n'avons pas d'avis, mais nous avons entendu des choses en préparant ce débat et nous avons entendu notamment le directeur d'un très grand hôtel, pas sur la plateforme de Roissy, mais à proximité. Il comptait intervenir, mais a finalement renoncé. Il nous avait dit que, pour lui, EuropaCity était une opportunité importante, parce que ses clients, qui étaient en transit à Roissy ou qui étaient là pour un séminaire ou qui avaient simplement une soirée à passer là-bas, s'ennuyaient. C'était trop loin pour aller jusqu'à Paris et ils s'ennuyaient. Ils seraient contents de trouver quelque chose à proximité ou ils pourraient aller passer une soirée. Je vous dis cela pour ce que cela vaut. Pour ne rien vous cacher, je n'y avais jamais pensé. Mais ce sont des personnes qui avaient envie de se distraire.

Nous avons aussi lu, avant de préparer ce débat, le rapport de Monsieur JANICOT sur la culture dans le Grand Paris. Lui-même disait très fortement, avec beaucoup de précisions, que Paris était une ville qui dormait, en quelque sorte une ville qui se couche trop tôt, et qui était une ville très patrimoniale, qui manquait de loisirs et de distraction. Il avait auditionné un très grand nombre de personnes avant de faire son rapport. Ce n'est pas simplement Alliances & Territoires qui porte ce discours. C'est vraiment porté par un certain nombre d'acteurs, qui sont des acteurs économiques ou des personnes qui ont entendu beaucoup de choses.

Moi, je n'ai pas d'avis sur la question, je ne vous fais que du rapport.

Intervention hors micro

Claude BRÉVAN, Présidente de la Commission particulière du débat public

C'est une autre question.

Intervention hors micro

Isabelle BARTHE, membre de la CPDP

Excusez-moi, une dame avait demandé la parole depuis longtemps. Nous vous donnerons la parole après.

Djida TECHTACH, première adjointe à Villiers-le-Bel et conseillère départementale

Bonsoir à tous. Je suis Djida TECHTACH, première adjointe au maire à Villiers-le-Bel et conseillère départementale. Pour aller dans votre sens, Madame la Présidente, nous avons reçu ici même, il y a quelques jours, avec le directeur de l'IMA Monsieur NICAISE, le directeur de l'hôtel Hyatt. Nous avons abordé ce projet tout en déjeunant ici pour lui faire connaître l'Institut ici même. Je peux vous dire que pour lui c'était plutôt une opportunité, parce qu'il nous disait que toute l'année il ne remplissait pas tous les jours l'hôtel, notamment pendant les périodes scolaires, puisque c'est vraiment une clientèle d'affaires qu'il a. Du coup, pour lui, c'était vraiment une opportunité. C'était simplement un témoignage.

Je voulais aussi réagir puisque Madame parlait de la population beauvillésoise, voire gonessienne ou des alentours. Il ne faut pas croire que tous les Beauvillésois sont pauvres. Nous avons une clientèle, nous avons des habitants qui se rendent à Disney, qui ont les moyens d'aller à Disney, qui ont les moyens d'aller à la base de loisirs de Cergy. Il ne faut pas toujours stigmatiser nos populations. Vous parliez de transport, de déplacement. Aujourd'hui, il y a encore des difficultés certes. Mais le BHNS est en route. Hier soir, j'ai assisté à l'enquête publique sur la Ligne 17. Cela progressera. 2024, c'est loin, mais en même temps c'est dans quelques jours. Les choses progressent, mais il faut aussi arrêter de stigmatiser, de penser que tous les Beauvillésois ne peuvent pas aller à EuropaCity. J'ai entendu tout à l'heure Monsieur DALSTEIN dire qu'il y aura des tarifs préférentiels pour les personnes du territoire.

Intervention hors micro

Djida TECHTACH, première adjointe à Villiers-le-Bel et conseillère départementale

Pardon ? Écoutez, aujourd'hui, j'ai entendu dire qu'il y aura des tarifs préférentiels pour la population, mais nous avons aussi des personnes qui se déplacent. Je ne sais pas si vous connaissez un peu l'Est de la France. J'y vais régulièrement. Il y a un site qui s'appelle Amnéville les Thermes. Autour, vous avez un casino et des thermes. Il y a une clientèle lorraine qui n'est pas très riche, parce que c'est un bassin minier. Il y a régulièrement des personnes qui y vont. Il y a une piste de ski sur place, des restaurants.

Intervention hors micro

Djida TECHTACH, première adjointe à Villiers-le-Bel et conseillère départementale

Je termine, Monsieur, s'il vous plaît. En Lorraine, je peux vous dire que c'est un site très attractif.

Isabelle BARTHE, membre de la CPDP

Laissez terminer, vous aurez la parole après.

Djida TECHTACH, première adjointe à Villiers-le-Bel et conseillère départementale

J'ai de la famille qui y va. Le dimanche, vous croisez du monde. Nous pouvons y manger, aller au cinéma, aller à la piscine. Il y a des familles qui partagent de nombreuses choses. Cela existe. Il faut sortir de chez vous. Merci.

Interventions hors micro

Blaise MARTIN, Collectif pour le Triangle de Gonesse

Qu'allez-vous faire de notre population, de notre jeunesse qui n'a pas de travail ? Qu'allons-nous attendre pour 2024, Monsieur ? Que faisons-nous ? Nous, nous sommes confrontés au quotidien à une population qui cherche du travail.

Claude BRÉVAN, Présidente de la Commission particulière du débat public

S'il vous plaît, vous pouvez parler plus calmement. Ce n'est pas la peine de hurler.

Isabelle BARTHE, membre de la CPDP

Nous ne sommes pas sur les règles du débat public.

Interventions hors micro

Blaise MARTIN, Collectif pour le Triangle de Gonesse

Encore une fois, ce sont des arguments qui sont totalement faux.

Claude BRÉVAN, Présidente de la Commission particulière du débat public

Ne criez pas.

Blaise MARTIN, Collectif pour le Triangle de Gonesse

Nous ne pouvons pas supporter des arguments aussi faux.

Intervention hors micro

Claude BRÉVAN, Présidente de la Commission particulière du débat public

Monsieur, on ne s'insulte pas. Parlez normalement. Vous ne parlez pas de mensonge.

Blaise MARTIN, Collectif pour le Triangle de Gonesse

Je dis que c'est faux.

Claude BRÉVAN, Présidente de la Commission particulière du débat public

Non. Parlez normalement, s'il vous plaît. Si vous ne savez que crier, c'est votre problème.

Blaise MARTIN, Collectif pour le Triangle de Gonesse

Je me calme. La Cour des comptes a fait un rapport il y a un an ou deux sur Amnéville, sur cette piste de ski, en disant que c'est totalement ruineux, que cela génère des déficits colossaux pour les collectivités locales et qu'en gros il n'y a pas de fréquentation. C'est un exemple noir d'aménagement pour toutes les collectivités locales françaises. Donc, le fait que vous citiez cet exemple, pour moi, c'est grave. Vous induisez les personnes en erreur. Les collectivités locales là-bas sont dans une situation financière très difficile. Nous ne pouvons pas citer cet exemple.

Claude BRÉVAN, Présidente de la Commission particulière du débat public

Si nous sortions de l'Est, ce serait bien. Ce que je voudrais dire, c'est que d'ici la fin du débat je souhaite que le maître d'ouvrage soit plus précis sur ce qu'il compte engager, y compris avec ses partenaires, qui seront ses prestataires – je ne sais pas comment vous les appellerez – comme obligation à mettre en œuvre en matière de tarification préférentielle. Parce que c'est une question qui revient lors de chaque atelier. Nous ne pouvons pas simplement dire « Nous étudierons » ou « Ce sera les collectivités ». Ce n'est pas vrai. Il faut essayer de tracer des pistes, parce que lorsque vous citez les montants pour l'entrée au parc à thème ou pour les attractions, c'est vrai qu'une famille avec 3 enfants ne pourra pas y aller deux fois par an. C'est tout à fait évident. Et même pas simplement des familles à très faibles revenus, mais aussi des familles avec des revenus moyens. Là, il faut que vous alliez plus loin et que vous soyez plus précis. Je ne vous demande pas de dire quel taux, dans quelles conditions, etc., mais quelles pistes vous explorerez pour avoir ces tarifications préférentielles. Nous ne pouvons pas en rester simplement au principe.

Isabelle BARTHE, membre de la CPDP

Il y avait encore une question, Monsieur au fond. Nous groupons les questions et donnerons ensuite la parole à Monsieur DALSTEIN.

Noureddine MATOUB

Bonsoir. Noureddine MATOUB d'Arnouville, donc une personne du territoire. Je vais m'exprimer en m'excusant auprès du Monsieur, ce n'est pas un projet qui est porté sur Pantin, mais aujourd'hui nous parlons bien du Triangle de Gonesse.

J'ai eu la chance d'aller à Singapour où j'ai visité quelques grands centres commerciaux qui proposent des activités, de l'hôtellerie et de l'attraction. Et je peux vous dire que beaucoup de personnes des alentours et de Singapour y étaient présentes, énormément de touristes. Et quand nous étions là-bas, nous nous demandions pourquoi il n'y avait pas cela chez nous. Nous parlions de la France en général. Quand un projet vient comme cela sur notre territoire et nous propose un OVNI de ce type, nous ne pouvons pas aller à l'encontre.

Isabelle BARTHE, membre de la CPDP

Merci. Il y avait une autre demande de prise de parole, ici.

Jacqueline LORTHIOIS, urbaniste

Bonjour. Je suis urbaniste et je me suis occupée de l'implantation de Disneyland il y a effectivement un grand nombre d'années, une vingtaine d'années. Et je surveille depuis la fréquentation de ce parc de loisirs. Je pose la question de savoir comment on a pu comptabiliser les 30 millions de visiteurs, puisque c'est la totalité des 300 parcs d'attraction français. Comment a-t-on pu imaginer faire le double d'Eurodisney ? En plus, c'est même plus de 30 millions de visiteurs. C'est 31 millions. Tout à coup, on nous a rajouté 1 million de visiteurs. En fait, j'émet des doutes. Quand je regarde ce qu'il se passe sur l'ensemble des parcs d'attraction français, je constate qu'il y a une stagnation depuis quelques années et qu'il y a un système de vases communicants, c'est-à-dire que la clientèle est très volatile, difficile. Elle vient par curiosité, voir quelque chose. Et après, si c'est la même chose et si l'attraction n'a pas changé, elle ne revient pas. Par exemple, sur Disney, il y a eu 200 millions d'investissements pour faire une attraction qui s'appelle Ratatouille. À ce moment-là, des personnes sont revenues à Disney. Puis, cette attraction a été démodée. Et les personnes se sont reportées sur le Puy du Fou, 2^e parc de loisirs français, qui n'avait que 1,7 million de visiteurs et qui est passé à 2 millions.

Avec ces chiffres très modestes, Disney a perdu 16 millions de visiteurs en 3 ans, et est passé à 14 millions. Dans cette période où il y a une stagnation et des vases communicants entre les parcs, je ne vois pas comment, tout d'un coup, nous pourrions multiplier par 2, par une force du Saint-Esprit, cette attraction. J'émet un doute. En effet, j'ai été très intéressée par l'intervention de Monsieur SPIZZICHINO, qui décrivait les nouvelles tendances. Je trouve qu'Eurodisney est parfaitement démodé par rapport aux nouvelles tendances, puisqu'il concentre, il y a des hébergements qui sont uniquement hôteliers, puisqu'il n'y a pas d'habitants, donc il ne peut pas y avoir de rapport avec la population. C'est donc quelque chose de totalement artificiel, posé sur un territoire. Il n'y a pas d'ancrage territorial, il n'y a pas de valorisation du patrimoine local. C'est donc complètement démodé par rapport aux tendances qui émergent.

Applaudissements

Isabelle BARTHE, membre de la CPDP

Merci. Nous allons donner la parole au maître d'ouvrage pour qu'il réponde à cette question sur la fréquentation et peut-être aussi sur la question des stratégies de tarification pour le public de proximité.

Christophe DALSTEIN, Directeur du projet EuropaCity, Alliages & Territoires

Merci. Je crois que nous n'avons pas la carte, mais le territoire n'est pas un territoire figé. Je ne sais pas si nous avons la carte des services de l'État, qui montre que sur ce qu'ils appellent le grand corridor aéroportuaire, les prévisions de croissance en termes de densité d'habitants, c'est +300 000 habitants. Le terme de densité d'emplois, c'est +200 000 emplois. Et ce sont des études qui sont librement accessibles sur le site de la Direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement. Nous ne sommes pas dans un territoire figé. Le territoire de l'Île-de-France ne l'est pas et le Nord-Est ne l'est pas.

Après, pour répondre à la question de Madame LORTHIOIS, les hypothèses qui sont prises sur la fréquentation, s'agissant du parc à thème couvert, pour essayer de sortir de cette comparaison que vous faites avec Disneyland Paris, sont entre 1,2 et 2,6 millions de visiteurs par an, en fonction de la nature de l'offre qui serait développée, et pourrait – je le dis au double conditionnel – grimper à 6 millions de visites par an, dans l'hypothèse où nous aurions un opérateur de la qualité de Disney, c'est-à-dire un des challengers de Disney, qui opèrerait le parc à thème. En aucun cas, ni de près ni de loin, jamais nous n'avons comparé les 31 millions de visites potentielles du projet, qui ne sont pas nouvelles, qui sont dans le dossier du maître d'ouvrage, à la fréquentation de Disneyland Paris. De la même façon, un autre élément : le parc aquatique. La fréquentation aujourd'hui retenue serait de 600 000 visiteurs par an.

S'agissant des tarifs, je voudrais donner une fourchette de tarifs sur lesquels nous travaillons aujourd'hui pour un certain nombre d'équipements de loisirs et de culture, avant de répondre sur la question de la tarification qui serait préférentielle pour les habitants. Pour le parc à thème, la fourchette est large. Ce serait entre 25 et 40 euros le ticket d'entrée, hors tout tarif préférentiel. L'entrée du parc aquatique serait entre 20 et 30 euros. L'entrée de la grande halle d'exposition en fonction de la qualité des expositions, de la programmation qui serait opérée, serait entre 8 et 18 euros. Le centre culturel pour enfant serait autour de 7 euros. Voilà pour vous donner un certain nombre d'éléments s'agissant de la tarification hors tarification préférentielle.

Après, bien sûr que cette tarification préférentielle est à construire, avec le territoire. Mais qu'est-ce que le territoire de ce projet EuropaCity ? Nous sommes dans une situation que nous voyons bien dans ce débat public. Pour nous, le territoire comprend évidemment Aulnay, Tremblay, de la même façon que cela comprend Gonesse, Garges, Sarcelles, Villiers, etc. Aujourd'hui, et nous le regrettons, les conditions ne sont pas rassemblées pour nous dire que nous sommes capables de travailler ensemble pour nous demander quelle est la tarification pour les scolaires, pour les jeunes, pour des familles, etc. Cette tarification préférentielle est à construire sur ce territoire d'implantation d'EuropaCity. Et, pardon Monsieur le Maire, ce n'est pas que Gonesse. C'est *a minima* Terres d'envol et Roissy Pays de France. Et Roissy Pays de France fait que ce n'est plus le Val-d'Oise et la Seine-Saint-Denis. C'est le Val-d'Oise, la Seine-Saint-Denis et la Seine-et-Marne.

Isabelle BARTHE, membre de la CPDP

Une question ici. Les deux dernières questions, et ensuite nous concluons. Nous avons pris beaucoup de retard.

Gaoussou DIAKITE, association Passerelle

Je crois que l'on nous considère toujours comme un public. La discussion tourne toujours autour de cela. Ce que nous voulons surtout, c'est être acteur de ce projet-là, que les cadres soient nos enfants, que les personnes qui travaillent là-bas soient nos enfants, que les artistes qui s'exposeront là-bas soient nos enfants. C'est en cela que les projets nous intéressent.

Applaudissements

Isabelle BARTHE, membre de la CPDP

Merci. C'est un sujet intéressant. Madame ? Et nous concluons.

Cécile COQUEL, membre du Collectif pour le Triangle de Gonesse

Cécile COQUEL, membre du Collectif pour le Triangle de Gonesse. Je voulais apporter quelques éléments. Déjà, au niveau du maître d'ouvrage, il me rassure – c'est un peu de l'ironie – puisqu'une bonne partie des activités seraient couvertes. Nous avons un parc à thème, d'ailleurs nous ne savons toujours pas quel thème, qui serait couvert ; un parc d'aventure couvert ; un parc des neiges couvert ; un parc aquatique couvert. J'ai regardé un peu sur les plaquettes. Nous voyons des promeneurs flânant tranquillement dans une rue commerçante. Impossible. Cité survolée par 1 700 avions par jour et au bord de l'autoroute A1, la plus fréquentée de France. Forcément, ce lieu serait donc fermé et isolé phoniquement. Comment, dans ces conditions, EuropaCity pourrait-il attirer autant de monde dans un site interdit à l'habitat et dans un environnement aussi hostile ? Je trouve que ce n'est pas très sérieux.

D'autre part, j'ai entendu parler le maire de Gonesse, Monsieur BLAZY. L'installation d'un musée du pain lui était chère. Je voudrais quand même apporter une information au public. C'est que les terres agricoles sur lesquelles ce projet verrait le jour permettent d'alimenter les populations avec une production de céréales qui représente la nourriture quotidienne en pain de 120 000 habitants. Maintenant, si nous voulons mettre le pain au musée, ce n'est pas trop mon point de vue.

Ensuite, au niveau des pistes de ski, du parc des neiges, je ne sais pas. Nous sommes au 21^e siècle. La COP 21 s'est tenue pas loin d'ici, au Bourget, en fin d'année dernière. Et je pense que ce type d'activités n'est pas du tout dans l'air du temps. J'hallucine ! Des pistes de ski *indoor*. Décidément, nous ne sommes pas sur la même planète. Voilà les remarques que je souhaitais apporter.

Isabelle BARTHE, membre de la CPDP

Merci. Nous allons redonner la parole au maître d'ouvrage avant de conclure cet atelier.

Christophe DALSTEIN, Directeur du projet EuropaCity, Alliages & Territoires

Beaucoup des points évoqués par Madame seront abordés, je pense, notamment sur la question du bruit, dans les ateliers sur l'environnement. Cependant, nous pouvons projeter une diapositive. Sous contrôle des élus de Gonesse, nous ne pouvons pas laisser dire qu'il y a 1 700 avions qui passent au-dessus.

Interventions hors micro

Cécile COQUEL, membre du Collectif pour le Triangle de Gonesse

J'étais à la visite du site, le 2 avril. Vous étiez présents, et d'autres dans la salle. J'ai enregistré le son. D'ailleurs, vous pourrez en prendre connaissance lors d'un atelier sur l'environnement. Nous ne nous entendons pas parler, entre l'aéroport du Bourget, l'aéroport Roissy Charles de Gaulle, l'A1. Ne dites pas le contraire. Nous ne nous entendons pas. Et de toute façon, j'ai un enregistrement. Je pourrai le faire écouter aux personnes qui sont là.

Christophe DALSTEIN, Directeur du projet EuropaCity, Alliages & Territoires

Ce que je voulais dire est que le bruit sur le site est aujourd'hui réel et est essentiellement celui que nous avons enregistré : c'est le bruit routier. Et si vous me permettez, nous n'avons pas la bonne carte, mais aujourd'hui l'aéroport de Roissy, les pistes du sud de Roissy sont ici et survolent effectivement le Thillay, Gonesse, Sarcelles. Mais de fait, le sud du Triangle de Gonesse est peu impacté par le bruit de l'aéroport de Roissy Charles de Gaulle. Il est impacté par le bruit de l'autoroute, les 18 voies d'autoroute de l'A1 et de l'A3 qui sont là. Et il est impacté par le bruit de l'aéroport du Bourget, parce que la piste la plus utilisée est celle qui est là. Et effectivement, aujourd'hui lorsque les avions décollent, ils font cela pour la simple et bonne raison que sinon ils rentreraient dans l'axe de décollage ou d'atterrissage de ceux de Roissy Charles de Gaulle. Nous allons, dans le cadre de l'atelier sur l'environnement, produire une carte faite par nos acousticiens. Sur le site, il y a un relevé exhaustif. Vous avez raison. Il y a un bruit très important de 65 décibels quand on est le long du boulevard intercommunal du Parisis, quand on est le long de l'autoroute A1. Après, effectivement, il y a un enjeu : c'est comment ce projet est capable de se protéger du bruit et notamment de ce bruit routier, parce que le bruit aérien concerne effectivement 150 rotations par jour à l'aéroport du Bourget dans cette partie.

Intervention hors micro.

Christophe DALSTEIN, Directeur du projet EuropaCity, Alliages & Territoires

Oui, mais Madame, Gonesse est là. Et effectivement, Gonesse est dans les pistes des aéroports de Roissy.

Claude BRÉVAN, Présidente de la Commission particulière du débat public

Je crois surtout que cette question sera approfondie lors d'un atelier dédié. Ce n'est peut-être pas utile d'aller plus loin sur ce sujet ce soir.

Christophe DALSTEIN, Directeur du projet EuropaCity, Alliages & Territoires

J'ai noté 120 000 personnes, mais j'ai perdu une partie...

Claude BRÉVAN, Présidente de la Commission particulière du débat public

J'ai noté une phrase forte : « Nous voulons être acteurs de ce projet. »

Christophe DALSTEIN, Directeur du projet EuropaCity, Alliages & Territoires

Bien sûr. Je crois que je l'ai dit en introduction et en réponse à votre question tout à l'heure. Il y a une logique de réseau à développer et donc de faire en sorte, effectivement, avec les acteurs associatifs, les entrepreneurs locaux, les habitants qui ont envie de se projeter, qu'il y ait un travail de construction à faire. Je saisis la proposition du Maire de Gonesse s'agissant de la programmation culturelle. Oui, il faut mettre à la bonne échelle – et comme vous l'indiquez, la bonne échelle est sans doute Roissy Pays de France et Terres d'envol – un comité qui permette de suivre, d'élaborer la programmation culturelle, qui permette à la fois d'avoir une vigilance des pouvoirs publics s'agissant du projet que nous portons pour que les engagements pris soient respectés et deviennent tangibles, et aussi pouvoir examiner les propositions, les volontés d'action que les acteurs du territoire proposeraient. Parce que ce serait très difficile pour nous d'être les seuls à dire à certains que ce qu'ils font est génial ou de dire non à d'autres. Donc, avoir ce type d'instance peut également permettre d'avoir une exigence de qualité partagée entre les pouvoirs publics, entre le porteur de projet que nous sommes, pour pouvoir travailler dans cette logique de réseau, avec le niveau d'exigence qui doit être celui de ce projet.

Intervention hors micro

Christophe DALSTEIN, Directeur du projet EuropaCity, Alliages & Territoires

Merci Madame. J'avais noté ces 120 000 personnes.

Cécile COQUEL, membre du Collectif pour le Triangle de Gonesse

Est-ce qu'il faut mettre le pain dans un musée ou est-ce qu'il faut nourrir 120 000 personnes ?

Christophe DALSTEIN, Directeur du projet EuropaCity, Alliages & Territoires

Je n'ai pas dit « musée du pain », mais « espace dédié à la gastronomie ». Je ne sais pas si Madame la Présidente souhaite que nous abordions ce sujet. Il y a un atelier qui permettra d'aborder les questions d'agriculture, je crois.

Claude BRÉVAN, Présidente de la Commission particulière du débat public

Là aussi, nous traiterons la question de l'espace pendant un autre atelier. Nous ne nous étendrons pas sur cette question. Je crois que vient l'heure de conclure. Très rapidement.

Beaucoup de choses ont été dites. Il y a eu des exposés très remarquables faits par divers intervenants. Nous voyons que certains sujets ressortent d'une manière absolument récurrente de ce débat. Un des sujets est comment ce projet peut répondre au défi de sa double échelle en quelque sorte, dans son échelle locale et son échelle régionale, voire nationale. Cela ressort sous énormément de questions. La question des publics. Pour quel public est-ce fait ? La question de la programmation, évidemment. Quelle programmation et pour quel public ? Comment pouvons-nous concilier des réponses à des aspirations vraisemblablement assez différentes en matière culturelle ? Et comment sont-elles compatibles avec la logique même du projet et la logique économique du projet, qui n'est pas si simple ? Il y a les questions de gouvernance qui sont revenues à plusieurs reprises, avec un souhait extrêmement fort que se mettent en place des lieux de discussion sur la construction de ce projet, s'il se faisait, sur sa construction précise, et que tout ne soit pas fait en dehors du niveau local, très clairement. Et cela, même si bien évidemment des choses ont déjà été élaborées, mais peuvent être rediscutées. Sinon, ce n'est pas la peine que nous fassions un débat, c'est simplement des séances d'information. Et là-dessus, je crois qu'il peut y avoir des engagements de la part du maître d'ouvrage. Effectivement, beaucoup de choses ont déjà été dites, mais nous voyons que nous ne sommes pas allés jusqu'au bout du sujet, notamment en matière de programmation culturelle.

Une chose m'a paru intéressante aussi en matière de culture. C'est qu'il y a une aspiration à ce que le projet culturel ne soit pas simplement une consommation culturelle en quelque sorte, mais que ce soit aussi l'occasion de créer des lieux de créativité, et des lieux de créativité assez largement ouverts. Et dans la mesure où il semble bien que vos espaces soient tout de même assez vastes, même si certains ont trouvé qu'ils étaient insuffisants, peut-être y a-t-il là aussi quelque chose à travailler au niveau local pour voir quelle place nous pouvons donner à de la créativité, qui est peut-être effectivement très déficitaire sur le plan financier vraisemblablement, puisqu'elle ne produit pas forcément d'argent. Et je ne pense pas que ce soit les galeries d'art qui seront à même d'en produire énormément, mais c'est une chose qui mérite d'être creusée. Les personnes ne veulent pas être passives en consommant de la culture, mais elles veulent elles-mêmes être à même d'en produire, ce qui me paraît important.

Enfin, je demanderai peut-être à Monsieur SAEZ et Monsieur SPIZZICHINO de reprendre la parole une minute chacun. Vous avez tous les deux évoqué, surtout Monsieur SAEZ au début de son intervention, le fait que le Grand Paris devait fonctionner en réseau. C'était bien à l'échelle régionale. Nous avons parlé de la constitution de réseaux locaux pour construire plus précisément ce projet en adéquation avec le territoire. Mais il y a aussi le fonctionnement en réseau de toute cette dimension culturelle et également de toute cette dimension touristique. Vous n'avez pas eu le temps de le développer, ni l'un ni l'autre. Si vous pouvez en dire quelques mots, je crois que cela intégrerait le projet dans une échelle plus large que l'échelle strictement locale qui, tout naturellement, était privilégiée ce soir.

Jean-Pierre SAEZ, Directeur de l'Observatoire des politiques culturelles

Votre question n'est pas facile. J'en dirai tout de même quelques mots. Quand nous regardons comment est formulé l'enjeu du Grand Paris, la première idée est qu'il s'agit d'aménager, de réorganiser l'offre à l'échelle du territoire francilien, ce qui veut dire rééquilibrer l'offre. Et dans le mot « rééquilibrer », il y a « équilibrer ». La question que nous pouvons donc adresser à Alliages & Territoires est : comment ce projet répond-il à cette double exigence d'équilibre et de rééquilibrage ?

Deuxième réflexion : comment ce projet se connecte-t-il au territoire et s'inscrit-il effectivement dans leur mise en réseau ? Je vais vous donner tout à l'heure un exemple précis à ce sujet. Là encore, en principe, quand on regarde comment est formulée la problématique de la métropolisation du Grand Paris, cette métropolisation est rêvée comme le moteur de nouvelles solidarités entre les territoires. Là aussi, comment ce projet assume-t-il cette problématique ? Un projet d'une telle importance – nous avons entendu des élus s'exprimer – suscite bien entendu des critiques, mais aussi des envies et des rêves. Une des questions que nous n'avons pas abordée et sur laquelle j'aimerais juste mettre l'accent dans cette conclusion est celle-ci : y a-t-il un risque de déposssession de leur responsabilité culturelle par les communes du fait d'un projet comme celui-là ?

Je comprends les élus qui se disent : « Nous avons une jeunesse qui a besoin d'emploi, etc. » Il y a un projet qui peut ici générer de l'emploi, de l'activité, etc. Je comprends tout à fait cela. Ce que j'ai envie de dire à ces élus, c'est que ce projet n'allégera pas d'un euro leurs responsabilités en matière de politique culturelle. Parce que vous l'avez dit, vous n'assumez pas de responsabilités en matière d'éducation artistique et culturelle. Donc, cette responsabilité demeurera de celle des collectivités locales. Et si nous voulons demain former des citoyens pleinement conscients, pleinement inscrits dans la société, cette éducation artistique et culturelle a toute sa valeur. Parce que ce dont nous manquons aujourd'hui, c'est justement de l'organisation de cette complémentarité entre

éducation informelle et éducation formelle, parce que nous sommes peut-être demeurés trop cartésiens pendant bien longtemps.

Par ailleurs, un projet comme celui-là a une dimension créative évidente, innovante et aussi perturbatrice. Il rayonne d'une commune à l'international, mais aussi il émerge à de multiples territoires en Île-de-France. C'est pour cela qu'il est absolument impératif que tous les territoires soient complètement impliqués dans la gouvernance du projet. Le sentiment que j'ai est que cette gouvernance-là n'est encore pas vraiment écrite. Et il y a vraiment à progresser dans l'organisation de cette gouvernance pour y associer les élus, l'État, mais aussi les réseaux artistiques et culturels. Je vous donne un exemple concret et précis à cet égard. Auparavant, je dirai encore un petit mot. Nous avons beaucoup parlé d'évaluation de l'impact en matière de fréquentation. Et c'est normal que vous fassiez des études de ce point de vue là. Impact en matière d'emploi, d'économie. Mais je crois qu'il manque une étude d'impact : c'est une étude qui consisterait à voir comment se super attracteur complétera peut-être, mais empiétera éventuellement sur l'existant, voire pourrait le fragiliser. Dans ce territoire, il y a des ressources culturelles – d'ailleurs, vous les avez évoqués – qui sont assez remarquables. Vous allez intervenir dans le domaine des musiques actuelles, dans le domaine du numérique, dans le domaine de l'événementiel. Il y a deux fleurons parmi d'autres, les Bains numériques et Banlieues bleues. Si les acteurs qui sont responsables de ces projets ne sont pas associés à la réflexion que vous menez, ce serait extrêmement grave évidemment. Il faut les associer parce que ces acteurs qui fabriquent des projets de fond, des projets qui sont d'une grande pertinence, ont aussi à apporter leur contribution à une réflexion comme celle-là. Je ne peux pas m'empêcher tout de même de considérer que ce projet relève d'un gigantisme que nous pouvons aussi ressentir comme inquiétant. Peut-être qu'il y a là une réflexion à mener peut-être pour vérifier qu'il faut rêver, mais rêver à une échelle de développement durable. Pas seulement du point de vue de l'environnement, mais d'un point de vue global. C'est ainsi que, de loin, parce que je ne suis pas de votre territoire, j'ai entendu ce qui s'est dit.

Applaudissements

Robert SPIZZICHINO, membre du Conseil scientifique de l'Atelier international du Grand Paris (AIGP), chargé du pilotage du programme sur la mise en tourisme des territoires

Je serai beaucoup plus court et j'essaierai de rester presque dans la minute. Quand vous montrez la carte avec les grands attracteurs, je ne vois pas de mise en réseau avec cela. Il y aura clairement des concurrences. Il ne faut pas chercher des complémentarités. Vous avez parlé de complémentarité. Nous pouvons nous interroger sur la complémentarité ou sur la mise en réseau là-dessus.

En revanche, sur les mises en réseau aujourd'hui – parce que nous y avons effectivement travaillé – nous avons dit souvent, notamment dans les échanges avec la ville de Paris, avec d'autres acteurs du tourisme, qu'il n'y a pas un Grand Paris du tourisme, mais des Grand Paris du tourisme. Selon les pratiques touristiques, lesquelles pratiques touristiques changent évidemment. Il y a donc des réseaux qui se constituent aujourd'hui. Il y a quelques réseaux de lieu. Je donne un exemple dont nous n'avons pas parlé. Dans le tourisme d'affaires, il y a une nouvelle tendance. Nous avons parlé du 6B. Il y a une nouvelle tendance sur les lieux hybrides aujourd'hui. Il y a un certain nombre de lieux hybrides dans le Grand Paris qui servent à la fois la culture, l'hébergement, la restauration, des événements, du spectacle, etc. Ces lieux hybrides se mettent en réseau aujourd'hui. Il y a des mises en réseau de pratiques. Au niveau de certaines pratiques, il y a des mises en réseau sur la culture qui s'effectuent aujourd'hui très clairement entre un certain nombre d'acteurs. Cela existe et ils cherchent à se valoriser les uns, les autres. Sur des sujets comme la gastronomie, il y a des mises en réseau. Donc, il y a des mises en réseau en relation avec les pratiques touristiques, rarement sur les lieux. Sauf pour les seuls éléments sur lesquels il peut y avoir des complémentarités qui s'exercent, des synergies – nous les avons pris en exemple dans des territoires plutôt non touristiques – c'est lorsque l'on met en relation dans un territoire des offres qui sont pour le moment éclatées. Il y a eu des exemples de relations, de mise en synergie entre des offres culturelles, de l'hébergement, du sport et du loisir. Quand on s'arrange pour qu'ils fonctionnent ensemble, à ce moment-là, il y a une mise en réseau et celle-ci est territoriale. Il y a un effet de démultiplication qui est très important. Ici, il faut voir comment la mise en réseau peut fonctionner en prenant en compte toutes ces dimensions.

Claude BRÉVAN, Présidente de la Commission particulière du débat public

Merci. Si vous le voulez bien, nous allons nous arrêter là. La prochaine réunion, c'est la réunion intermédiaire, si je ne me trompe.

Isabelle BARTHE, membre de la CPDP

Il y a le bus à Arnouville et Villiers-le-Bel, vendredi 13. Puis le débat en ligne mardi 17 mai – vous avez vu que ce soir nous n'avons pas épuisé tous les sujets sur la thématique culture et loisirs. Vous allez en ligne sur le site du débat et vous comprendrez comment cela fonctionne. Ce sera sur ces mêmes thématiques. Si vous avez des questions qui n'ont pas été posées ce soir ou si tout ce qui a été dit vous permet de mûrir votre réflexion, venez participer à ce débat en ligne mardi 17 mai. Merci beaucoup.

Claude BRÉVAN, Présidente de la Commission particulière du débat public

Et le 18 mai, ce sera la première réunion dite intermédiaire où nous tirerons un peu les enseignements de toute cette première partie sur la partie programme du projet, avant d'engager les questions sur l'environnement et sur l'accessibilité au site. Merci à tous.

(Fin de la réunion à 22h30)